

ENVIRONNEMENT
La couche d'ozone est en train de se régénérer grâce à la science

P 16

UN NOUVEAU DISPOSITIF DE VEILLE ET D'ALERTE INSTALLÉ

En finir avec les pénuries de médicaments

L'Algérie accorde une grande importance à sa sécurité pharmaceutique pour plusieurs raisons cruciales, dont la principale est la protection de la santé publique, à travers un suivi rigoureux des stocks, entre autres, et la disponibilité des médicaments. Aussi, hier mardi à Alger, les membres du dispositif de veille et d'alerte sur la disponibilité des produits pharmaceutiques ont été installés officiellement au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique. P 3



RENTÉE SOCIALE 2025/SOGRAL
Intensification des dessertes de transport de voyageurs

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'intensification des dessertes de transport de voyageurs à travers le pays et le lancement de nouveaux services numériques pour la réservation de billets, dans le cadre des mesures prises visant à assurer une rentrée sociale réussie au niveau des gares routières.

P 2

FACE AU DÉCLIN DES CHAMPS PÉTROLIERS ET GAZIERS

L'AIE appelle à investir 540 milliards \$ par an

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) alerte sur un défi majeur pour la sécurité énergétique mondiale : l'accélération du déclin naturel des champs pétroliers et gaziers. Ce phénomène menace directement l'équilibre des marchés et rend impératif un effort massif d'investissement dans l'exploration et la production (E&P). Selon l'AIE, il faudra mobiliser plus de 540 milliards de dollars par an pour maintenir l'approvisionnement énergétique mondial jusqu'en 2050.

P 5

CAMPAGNES DE NETTOYAGE ET DE PRÉVENTION

L'ONA multiplie ses opérations

Chaque fin d'été, alors que les premières pluies d'automne s'annoncent, l'Office national de l'assainissement (ONA) mobilise ses équipes pour une vaste campagne de nettoyage et de curage des réseaux. L'objectif est clair : prévenir les inondations et protéger les populations des conséquences parfois dramatiques du changement climatique.

P 5

2^e ÉDITION DU SALON DES CUISINES ET SALLES DE BAIN ÉQUIPÉES
Plus de 150 exposants attendus à Alger P 2

INVESTISSEMENT INDUSTRIEL
Récupération de plus de 580 terrains non exploités à Oran P 3

SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE ET DES BOISSONS DE MOSCOU
Participation de 15 entreprises algériennes à la 34^e édition P 4

FORMATION
PROFESSIONNELLE

Ouverture des inscriptions pour participer aux salons régionaux de l'emploi

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé, mardi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions au profit des diplômés de la formation professionnelle pour participer aux salons régionaux de l'emploi, qui offrent l'opportunité de rencontrer directement les responsables de recrutement. Les salons régionaux de l'emploi s'inscrivent dans le cadre de "l'accompagnement des jeunes en prévision de leur insertion professionnelle", en ce sens qu'ils "offrent l'opportunité de rencontrer directement les responsables de recrutement avec accès à +une Master Class+ exclusive via internet afin de maîtriser les techniques d'entretien d'embauche avec les recruteurs". Les inscriptions doivent se faire avant le 3 octobre prochain sur la plateforme officielle: <https://regionaljobfairs.mvet.dz>.

POSTE ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS
Le professeur Souissi Boularbah nommé directeur de l'ENSTICP

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé mardi la cérémonie d'installation du professeur Souissi Boularbah, en tant que directeur de l'Ecole nationale supérieure des technologies de l'information, de la communication et de la poste (ENSTICP) des Eucalyptus (Alger), indique un communiqué du ministère. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Zerrouki a souligné, que cette nomination vise à "donner un nouvel élan à l'école, permettant d'améliorer la qualité de la formation afin de préparer des compétences hautement qualifiées capables de suivre la cadence des transformations technologiques et de relever les défis futurs".

RENTÉE SOCIALE 2025/SOGRAL

Intensification des dessertes de transport de voyageurs

La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL) a annoncé, lundi dans un communiqué, l'intensification des dessertes de transport de voyageurs à travers le pays et le lancement de nouveaux services numériques pour la réservation de billets, dans le cadre des mesures prises visant à assurer une rentrée sociale réussie au niveau des gares routières.

Synthèse S R.

La société a précisé que ces mesures, prises à l'occasion de la rentrée sociale 2025-2026, s'inscrivent dans le cadre de "la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports". Ces dispositions portent notamment sur l'adaptation et l'intensification des programmes de dessertes de transport de voyageurs, en fonction des besoins des citoyens, en coordination avec les différentes directions des transports au niveau national, ainsi que sur la mise à disposition de services numériques de réservation, d'information et de consultation au niveau de 57 gares routières à travers le pays, permettant aux citoyens d'acquérir leurs billets en ligne. De nouvelles gares routières ont également été ouvertes, telles que celle de Guelma,

équipée de différents moyens et services de confort. Par ailleurs, les gares routières ont été dotées de moyens de paiement électronique à travers l'installation de 131 distributeurs automatiques et le renforcement des guichets de vente de billets électroniques, ajoute la même source. Dans le domaine de la numérisation, SOGRAL a rappelé le lancement officiel de l'application "TAXI SAFE" qui permet de commander un taxi agréé, afin de faciliter les déplacements des citoyens. Elle a également évoqué la mise en service officielle d'un service d'acquisition de billets aller-retour depuis les gares de départ, ou encore des billets pour des proches à distance, ainsi que le lancement du service d'achat de billets via téléphone mobile, via le service "WIMPAY". Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'accueil et d'orientation, la société a renforcé les effectifs chargés des activités

d'exploitation, de commerce, de sécurité et de prévention et augmenté le nombre de consignes à bagages, dans les différentes gares routières pour faciliter les déplacements sans bagages en milieu urbain. Elle a également ouvert les galeries commerciales et les espaces extérieures des gares aux commerçants et artisans, pour la vente d'articles scolaires, de vêtements et divers articles nécessaires. La société SOGRAL a mis à la disposition des centres de formation professionnelle et d'apprentissage, les espaces internes et externes des gares routières dans le but de sensibiliser les jeunes aux filières et nouvelles spécialités proposées et de leur expliquer les modalités d'inscription. Des quais et espaces de stationnement ont aussi été réservés aux bus de transport universitaire, afin d'assurer des déplacements sûrs et confortables aux étudiants, conclut le communiqué.

2^e ÉDITION DU SALON DES CUISINES ET SALLES DE BAIN ÉQUIPÉES Plus de 150 exposants attendus à Alger

Par Sirine R

Après le succès de sa première édition à Oran, le Salon des Cuisines et Salles de Bain Équipées (CUISINEBAINEXPO) revient pour une 2^e édition qui se tiendra du 20 au 23 septembre 2025 au Pavillon central de la SAFEX (Pins Maritimes - Alger), en parallèle du Salon international des façades, fenêtres et portes (SIFFP). Cet événement rassemblera plus de 150 expo-

sants et marques et devrait accueillir plus de 10 000 visiteurs, confirmant ainsi son statut de plateforme de référence pour les professionnels, fabricants, artisans mais aussi pour le grand public. Placée sous le thème « Art de vivre à l'algérienne : design, convivialité et tradition revisitée », cette édition met en lumière le patrimoine artisanal et industriel local, tout en valorisant les solutions modernes et innovantes. L'ac-

cent sera mis sur la production nationale, en cohérence avec la stratégie de réduction de la facture d'importation et de promotion des matériaux locaux (céramique, bois, pierre naturelle, marbre algérien). Le salon couvre tous les segments du secteur : « cuisines individuelles et sur mesure, placards et dressings, meubles et équipements pour salles de bain, robinetterie et appareils sanitaires, électroménager et matériaux et solu-

tions de design intérieur». Le CBE offre un espace privilégié pour découvrir les tendances, échanger entre acteurs du secteur, créer des réseaux de distribution et bâtir des opportunités d'affaires. Il se positionne comme un levier concret de souveraineté économique, en soutenant la créativité des designers et fabricants algériens capables de rivaliser avec les standards internationaux.

MÉDÉA

Entrée en production d'une unité de lait en sachet à Bouskène

Une unité de production de lait cru pasteurisé en sachet a été mise en exploitation, lundi, au niveau d'une laiterie privée localisée dans la commune de Bouskène, à l'est de Médéa, dans le cadre du soutien au développement de la filière lait dans la wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des services agricoles

(DSA). L'entrée en production de cette unité vise à renforcer la production de lait de vache au niveau de la wilaya et à valoriser cette production à travers la diversification des activités de transformation, a indiqué le directeur local des services agricoles, Mahieddine Belhimer. Avec une capacité de production 4000 l/jour, l'unité permettra

de réduire la facture d'importation de lait en poudre et d'assurer une production locale, contribuant de la sorte à l'essor de l'activité agricole et économique dans la wilaya, a-t-il expliqué. La laiterie s'engage, au terme d'une convention signée avec la DSA, de s'approvisionner auprès des producteurs locaux de lait de vache et de res-

pecter les normes exigées par la réglementation en vigueur, a ajouté le directeur. Le sachet de lait d'un litre est cédé au prix subventionné de 25 DA et l'Etat prend en charge la différence du cout de production dans le cadre du mécanisme de soutien public à la filière lait, a rappelé M.Belhimer.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN NOUVEAU DISPOSITIF DE VEILLE ET D'ALERTE INSTALLÉ

En finir avec les pénuries de médicaments

L'Algérie accorde une grande importance à sa sécurité pharmaceutique pour plusieurs raisons cruciales, dont la principale est la protection de la santé publique, à travers un suivi rigoureux des stocks, entre autres, et la disponibilité des médicaments. Aussi, hier mardi à Alger, les membres du dispositif de veille et d'alerte sur la disponibilité des produits pharmaceutiques ont été installés officiellement au siège du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

Par Réda Hadi

Cette instance a pour objectif principal de garantir un approvisionnement régulier et sûr du marché national en médicaments et autres produits pharmaceutiques essentiels pour la santé des citoyens. La cérémonie d'installation s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, en présence de représentants de plusieurs départements ministériels clés, notamment ceux de la Santé, du Commerce intérieur et extérieur. Étaient également présents des représentants des pharmaciens, des conseils de déontologie ainsi que des associations de protection des consommateurs, soulignant ainsi la nature collaborative et multipartite de cette initiative. Selon le ministre Kouidri, cette instance représente un « acquis institutionnel et stratégique » crucial pour la sécurité pharmaceutique nationale. Sa mission centrale est d'assurer un suivi proactif et précis de la disponibilité des produits pharmaceutiques à travers tout le territoire national. Il s'agit concrètement de mettre en place des mécanismes robustes de veille et de surveillance continue permettant de détecter rapidement tout déséquilibre ou perturbation dans l'approvisionnement ou la distribution des médicaments. L'objectif est

de proposer des mesures correctives appropriées avant que ces problèmes ne dégènerent en crises affectant la santé publique. Le dispositif est également chargé de fournir aux autorités publiques des données fiables et objectives qui pourront orienter leurs décisions vers les solutions les plus efficaces pour maintenir un approvisionnement adéquat. Le ministre a insisté sur le fait que garantir la disponibilité des médicaments n'est pas une simple question technique mais touche au cœur de la sécurité sanitaire nationale, constituant une priorité pour l'État conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Ouassim Kouidri a par ailleurs mis en exergue le rôle de lien que jouera ce dispositif entre les différents acteurs du secteur pharmaceutique : administrations centrales, organes de régulation, entreprises de production, laboratoires, distributeurs, organisations professionnelles, pharmacies et praticiens de santé. La coordination, le partenariat et la transparence sont présentés comme des piliers essentiels pour la réussite des missions de cette instance. Lors de la cérémonie, le ministre a également évoqué l'incendie survenu lundi dans une usine pharmaceutique du groupe Biocare à El Tarf, précisant que des équipes techniques

de son ministère ont été dépêchées sur place pour évaluer les dégâts. Il a assuré que cet incident n'affectera pas l'approvisionnement du marché en produits concernés et que le nouveau dispositif sera en mesure de suivre et gérer ce type d'événements.

Bouchra Bouhannache, présidente du dispositif, a indiqué que la structure travaillera à identifier les médicaments faisant face à des difficultés d'approvisionnement grâce à un suivi en temps réel de leur disponibilité dans les pharmacies et établissements hospitaliers. De son côté, Nadja Boulfrad, secrétaire générale du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO), a souligné que ce mécanisme permettra d'intervenir rapidement et efficacement en cas de perturbation, tout en offrant aux pharmaciens un canal pour signaler toute fluctuation dans la disponibilité des produits pharmaceutiques. En somme, l'installation de ce dispositif de veille et d'alerte témoigne de la volonté des autorités algériennes de renforcer la sécurité pharmaceutique et de garantir un accès continu aux médicaments pour les citoyens, face aux défis mondiaux et locaux affectant les chaînes d'approvisionnement pharmaceutique. La collaboration entre les différents acteurs du secteur apparaît comme un élément déterminant pour la réussite de cette initiative stratégique.

FOURNITURES SCOLAIRES

Des prix encadrés et un produit local en renfort

Par M. A.

À l'approche de la rentrée scolaire 2025/2026, les familles algériennes abordent la période des achats de fournitures avec davantage de sérénité. Les prix sont désormais mieux encadrés, la disponibilité assurée dans toutes les wilayas et, surtout, le produit national s'impose de plus en plus comme une alternative fiable aux importations. Selon Slimane Hadj Nacer, membre de l'Organisation algérienne pour la défense du consommateur (HIMAYATEC), la mobilisation de l'État a été déterminante. «

Contrairement aux années passées où les familles craignaient la flambée des prix, des espaces de vente dédiés et encadrés par les directions de commerce et les autorités locales ont été ouverts partout dans le pays. On y trouve aujourd'hui des fournitures scolaires accessibles et de bonne qualité », a-t-il affirmé à la télévision algérienne. Cette stratégie repose sur des instructions claires du Président de la République et du Premier ministre, et a impliqué plusieurs ministères et collectivités pour garantir un approvisionnement régulier. Mais l'évolution la plus marquante reste l'essor du

produit local. Stylos, cahiers et autres articles « made in Algeria » gagnent du terrain sur les étals. « Le produit national s'impose aujourd'hui avec force et crédibilité. Cela traduit la réussite de la stratégie de l'État visant à encourager l'entreprise locale et les start-up », a souligné Slimane Hadj Nacer. Parallèlement, HIMAYATEC multiplie ses actions de sensibilisation, invitant les consommateurs à dénoncer toute spéculation ou pratique frauduleuse. Les résultats sont tangibles : entre 50 et 100 signalements quotidiens sont enregistrés, contribuant à réduire la spéculation et à protéger

le pouvoir d'achat des ménages. « Le consommateur est aujourd'hui acteur à part entière de la régulation du marché », a ajouté le représentant de HIMAYATEC. Grâce à cette vigilance collective et au soutien des autorités, la spéculation et la rétention de marchandises reculent nettement. Ainsi, la rentrée scolaire 2025 s'annonce sous de meilleurs auspices. Entre encadrement des prix, disponibilité garantie et montée en puissance du produit local, l'Algérie trace la voie d'une plus grande autonomie dans un secteur crucial pour des millions de familles.

JIJEL

La production locale de plants de fraises réduit la facture d'importation

Par M. A.

À Jijel, la filière fraise connaît une véritable mutation. Autrefois dépendante des plants importés, l'Algérie a désormais trouvé une alternative efficace grâce à la production locale. Cette dynamique, portée en grande partie par la main-d'œuvre féminine rurale, permet aujourd'hui de réduire de près de 80 % les importations.

Chaque saison, des centaines de plants sont préparés avec soin par des femmes, avant d'être transplantés dans les champs après un cycle de 22 à 25 jours. Sur une superficie d'environ 2 hectares, elles contribuent à assurer l'autonomie de la production, un objectif qui semblait encore lointain il y a quelques années. « Nous avons réussi à franchir un cap important », a souligné Toufik Baka, président de la Chambre d'Agriculture de la wilaya de Jijel à la télévision algérienne. « En 2018, l'Algérie importait plus de 22 millions de plants de fraises. Aujourd'hui, grâce aux efforts des agriculteurs et au travail remarquable des femmes rurales, ce chiffre a considérablement diminué. La facture, qui s'élevait à près de 8 millions d'euros par an, est en nette baisse », a-t-il ajouté.

Cette orientation stratégique vers la production locale est d'autant plus significative qu'elle mobilise une main-d'œuvre abondante. Entre 8 000 et 10 000 personnes trouvent un emploi saisonnier dans la filière à Jijel, en majorité des femmes issues des zones rurales et montagneuses. Pour elles, la culture de la fraise constitue une source de revenu, mais aussi un moyen de s'affirmer dans la vie économique locale. « Nous ne parlons pas seulement d'économie, mais aussi de développement social », a insisté Toufik Baka. « Les femmes qui travaillent dans les champs de fraises trouvent une opportunité d'améliorer leurs conditions de vie et de soutenir leurs familles. Cela participe à la vitalité du monde rural et à la valorisation des territoires de montagne ».

L'exemple de Jijel illustre ainsi la capacité de l'agriculture algérienne à s'adapter et à innover. En réduisant la dépendance aux plants importés, le secteur contribue à la souveraineté alimentaire tout en dynamisant l'économie locale. Cette réussite laisse entrevoir la perspective d'un abandon définitif des importations de plants de fraises, au profit d'une production 100 % nationale.

INVESTISSEMENT INDUSTRIEL

Récupération de plus de 580 terrains non exploités à Oran

Par R. E.

Un total de 588 terrains non exploités, attribués dans le cadre de l'investissement industriel, ont été récupérés dans la wilaya d'Oran au niveau de différentes zones d'activités, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Lors de la réunion de la commission d'assainissement du foncier industriel, tenue lundi soir sous la supervision du wali d'Oran, Samir Chibani, en présence des différents services et secteurs concernés, le directeur local de l'Industrie, Abdelouahab Lamamra, a in-

diqué que ces terrains représentent une superficie globale de plus de 508 hectares, ajoutant que 287 autres terrains, couvrant plus de 145 hectares, sont en cours de récupération.

La même source a précisé que 4.184 dossiers d'investissement industriel ont été déposés dans la wilaya, dont 1.191 ont été validés dans divers secteurs (industrie, tourisme, agriculture). Parmi ces projets, 164 ont été achevés, 234 sont en cours de réalisation et 793 n'ont pas encore été lancés, signale-t-on. Par ailleurs, la commission d'assainissement du foncier industriel a rejeté 33 dossiers d'in-

vestissement, tandis que 2.908 autres restent en attente d'examen. Les investisseurs ont été informés de la nécessité de s'inscrire sur la plateforme numérique dédiée aux investisseurs. De son côté, la directrice locale de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Mme Hireche, a présenté un exposé sur l'activité du guichet unique décentralisé.

Ce guichet est chargé de l'accueil des investisseurs, de l'enregistrement et du suivi des projets, de l'accompagnement auprès des administrations et organismes concernés, ainsi que de la mise à

disposition du foncier économique pour son intégration dans la plateforme numérique des investisseurs. Le wali d'Oran, Samir Chibani, a souligné l'importance de l'octroi du foncier industriel et de l'encouragement à l'investissement, rappelant que les assiettes foncières constituent un élément fondamental de la dynamique d'investissement. Il a donné des instructions pour l'inscription de tous les terrains disponibles sur la plateforme numérique des investisseurs, gérée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement.

COOPÉRATION

Le DG de la Protection civile reçoit l'ambassadeur d'Argentine en Algérie

Le Directeur général de la Protection civile, M. Boualem Bourelaf, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur de la République argentine en Algérie, M. Atilio Berardi, indique un communiqué de ce corps. A cette occasion, l'ambassadeur argentin a effectué une visite au Centre national de Coordination, où il a pris connaissance des missions de cette structure et de son rôle dans la gestion des catastrophes ainsi que dans le suivi des interventions opérationnelles, précise la même source. Il a, en outre, visité le Musée national de la Protection civile, qui retrace l'histoire et l'évolution de ce corps, ce qui lui a permis de découvrir l'expérience algérienne en matière de Protection civile, selon le communiqué.

FERRIES

Lancement de deux nouvelles lignes entre l'Algérie et l'Europe

Madar maritime compagny (MMC), filiale du groupe Madar Holding, a annoncé l'ouverture imminente de ses traversées de transport de voyageurs entre l'Algérie et l'Espagne. En effet, deux liaisons viennent d'être ajoutées au programme. Dans un communiqué rendu public hier, la compagnie maritime algérienne a annoncé deux nouvelles lignes au départ du port espagnol. « Nous avons le plaisir de vous annoncer l'ouverture de nos nouvelles liaisons maritimes : Oran-Alicante et Alger-Alicante », indique la compagnie dans un communiqué publié ce mardi, précisant que les dates de départ seront communiquées très prochainement.

Pour assurer ses services de transport de voyageurs sur ces lignes, MMC a affrété le car-ferry Romantika auprès du groupe estonien Tallink Grupp. Il s'agit d'un navire de 192,5 m de long, d'une capacité de transport allant jusqu'à 2500 passagers, 300 véhicules et 1.000 m linéaires de fret. À bord de ce navire, « les passagers et véhicules sont accueillis dans les meilleures conditions, avec des aménagements adaptés à chaque besoin », indique Madar Maritime Company dans un précédent poste publié sur sa page Facebook. Pour rappel, MMC avait annoncé le lancement d'une ligne depuis le port de Bejaia à celui d'Alicante. Depuis Bejaia, chaque samedi et depuis Alicante chaque lundi et vendredi.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	3,80	6,72	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 409,00	1400,00	-0,54	-0,68	-1,12	9,00	5,56	11818	16 545 200,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-2,67	-1,44	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 269,00	2269,00	0,00	-0,38	-0,08	10,82	5,51	2062	4 678 678,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,17	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	384,00	0,00	-0,14	-4,73	3,63	5,47	32	12 288,00

INVESTISSEMENT

Les instructions du DG de l'AAPI aux directeurs des guichets uniques

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a appelé, lundi, les directeurs des guichets uniques décentralisés à redoubler d'efforts pour accompagner les investisseurs au niveau local et améliorer les services offerts aux opérateurs économiques, indique un communiqué de l'Agence. Les instructions de M. Rekkache ont été données lors d'une réunion de coordination avec les directeurs des

guichets uniques décentralisés, tenue au siège de l'AAPI par visioconférence, en présence des cadres centraux de l'agence, précise la même source. La rencontre a porté sur l'évaluation des performances des guichets uniques durant la période récente et le débat de leur plan d'action pour les prochains mois, en vue d'atteindre les objectifs fixés et de renforcer leur rôle d'accompagnement des investisseurs au niveau local. A ce titre, M. Rekkache a salué les résultats réalisés par ces guichets, appelant à "redoubler d'efforts pour concrétiser le plan d'action de la période à venir". Il a également donné des orientations aux directeurs des guichets afin de "garantir le bon fonctionnement et l'efficacité de leurs performances, à travers l'amélioration continue des services fournis aux investisseurs et aux opérateurs économiques, ainsi que le renforcement de la coordination entre eux et avec l'administration centrale", selon le communiqué.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE ET DES BOISSONS DE MOSCOU Participation de 15 entreprises algériennes à la 34^e édition

L'Algérie participe, sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, au 34^e Salon de l'Agroalimentaire et des boissons prévu du 16 au 19 septembre à Moscou (Russie), avec 15 entreprises économiques nationales,

a indiqué, lundi, un communiqué du ministère. La participation de l'Algérie à cette 34^e édition du Salon international de l'Agroalimentaire et des boissons (World Food Moscow 2025) intervient "dans le cadre du programme officiel des manifestations économiques à l'étranger pour l'année 2025. L'Algérie sera présente avec 15 entreprises économiques nationales spécialisées dans l'industrie agroalimentaire sur une superficie d'exposition conçue pour mettre en avant la qualité et la diversité des produits nationaux". Cet événement économique sera l'occasion de passer en revue une large gamme de produits algériens dans le cadre de la stratégie nationale de diversification économique,

ajoute le communiqué. A travers sa participation à ce rendez-vous, l'Algérie vise notamment "à faire connaître ses capacités dans le domaine des industries agroalimentaires et à mettre en exergue la diversité et la qualité des produits nationaux, en sus d'ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation vers le marché russe et les marchés de l'Europe de l'Est qui disposent de plus de 240 millions de consommateurs". Il s'agit aussi de "renforcer la coopération économique avec les opérateurs économiques de Russie, à travers des rencontres de travail B2B et l'examen des derniers développements technologiques dans le domaine alimentaire".

MONNAIE

Le dollar recule face à la monnaie unique

Le dollar se contracte mardi, plombé par la perspective d'une baisse des taux américains plus lourde qu'initialement prévue, après la nomination par le président Donald Trump d'un de ses conseillers économiques à la Réserve fédérale (Fed), qui entame sa réunion ce jour. Dans la matinée, le billet vert perdait 0,42% face à la monnaie unique européenne, à 1,1812 dollar pour un euro, et s'inclinait de 0,28% face à la livre britannique, à 1,3638 dollar. Valeur refuge concurrente de la devise américaine, l'or a grimpé mardi dans la foulée à un nouveau record, à 3.697,93 dollars l'once. Tenu par la majorité présidentielle républicaine, le Sénat a voté à 48 voix contre 47 pour confirmer au poste de gouverneur de la Fed, Stephen Miran, qui devra prêter serment in extremis afin de siéger mardi et mercredi à la réunion de la banque centrale américaine. Selon les analystes, sa nomination ajoute à la pression politique constante exercée sur la Fed pour qu'elle baisse ses taux. Cela augmente la probabilité que davantage de membres dissidents se prononcent en faveur d'une baisse plus importante de 0,50 point de pourcentage, là où le marché table davantage sur 0,25 point, jugent les analystes.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
	DA / Kg	كغ / دج			
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	القلقل الاخضر
	Piment	116	135	97	القلقل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسمة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
Laitue	110	125	96	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

FACE AU DÉCLIN DES CHAMPS PÉTROLIERS ET GAZIERS

L'AIE appelle à investir 540 milliards \$ par an

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) alerte sur un défi majeur pour la sécurité énergétique mondiale : l'accélération du déclin naturel des champs pétroliers et gaziers. Ce phénomène menace directement l'équilibre des marchés et rend impératif un effort massif d'investissement dans l'exploration et la production (E&P). Selon l'AIE, il faudra mobiliser plus de 540 milliards de dollars par an pour maintenir l'approvisionnement énergétique mondial jusqu'en 2050.

Par Mourad A.

Les prévisions indiquent que la demande mondiale de pétrole atteindra un pic de 105,6 millions de barils par jour en 2029, avant de se stabiliser à 105,5 millions de barils par jour en 2030. Mais sans investissements suffisants, le monde perdrait chaque année l'équivalent de la production combinée du Brésil et de la Norvège, soit plus de 5,5 millions de barils par jour. Pour le gaz, la perte atteindrait 270 milliards de mètres cubes par an, soit la totalité de la production actuelle de l'Afrique. Pour compenser ces déclin, il serait nécessaire d'ajouter 45 millions de barils de pétrole par jour et 2 000 milliards de mètres cubes de gaz via de nouveaux projets d'ici 2050. Or, l'érosion des gisements est particulièrement marquée pour les petits champs (-11,6% par an) et les gisements offshore profonds (-10,3%), alors que les champs géants et ceux du Moyen-Orient montrent une plus grande résilience (-2,7% et -1,8% respectivement). L'Europe, quant à elle, affiche un déclin préoccupant de -9,7%. Concernant l'Algérie, le rapport de l'AIE souligne que la production gazière du pays risque un déclin marqué sans investissements supplémentaires et la place parmi les pays africains dont l'avenir énergétique dépend de la capacité à maintenir et à développer de nouveaux projets. En 2025, les investissements dans l'E&P devaient atteindre 570 milliards de dollars, mais ils ne permettront qu'une hausse marginale de la production. Depuis 2019, près de 90% de ces financements servent uniquement à compenser le déclin naturel des gisements. Sans changement, la production mondiale pourrait reculer de 8% par an pour le pétrole et de 9% pour le gaz au cours de la prochaine décennie. Les gise-



ments non conventionnels, tels que le pétrole de schiste, sont encore plus vulnérables, avec des taux de déclin brutaux en l'absence de financements continus. Les économies avancées sont les plus exposées, risquant de perdre jusqu'à 65% de leur production en dix ans si les investissements ne sont pas renforcés, tandis que la Russie et le Moyen-Orient, grâce à leurs champs géants, résisteraient mieux à cette tendance. Même avec les 230 milliards de barils de pétrole et les 40 000 milliards de mètres cubes de gaz déjà découverts mais non exploités, qui pourraient ajouter 28 millions de barils par jour et 1 300 milliards de mètres cubes de gaz d'ici 2050, les besoins énergétiques futurs ne seraient pas totalement couverts. Pour y parvenir, il faudrait découvrir chaque année 10 milliards de barils de pétrole et 1 000 milliards de mètres cubes de gaz. Or, le passage de l'exploration à la production prend en moyenne vingt ans, ce qui

ralentit le renouvellement des réserves. Dans ce contexte, les investissements récents se concentrent sur l'extension de champs existants, notamment en offshore. Mais cette stratégie, bien que nécessaire, illustre le défi colossal qui attend l'industrie pour maintenir la sécurité énergétique mondiale. À défaut d'investissements annuels massifs dépassant 540 milliards de dollars, les marchés risquent de faire face à un déficit structurel, avec des conséquences majeures sur les prix, la stabilité énergétique et même la transition énergétique mondiale. Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) se trouve confrontée à un paradoxe. Alors qu'en 2021, elle préconisait l'arrêt des nouveaux investissements dans le pétrole et le gaz pour atteindre les objectifs climatiques, elle admet aujourd'hui que l'absence de ces financements provoquerait une chute brutale de l'offre.

TRAVAUX PUBLICS

Le nouveau ministre tient une série de rencontres avec les responsables du secteur

Par R.E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a tenu une série de rencontres préliminaires avec des responsables du secteur, en vue d'examiner l'état des projets prévus, indique mardi un communiqué du ministère. Ces rencontres se sont déroulées, lundi soir, après la prise de fonctions de M. Djellaoui à la tête du secteur, suite au remaniement du Gouvernement opéré, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans ce cadre, le nouveau ministre a tenu des rencontres avec les directeurs généraux au ministère, le conseiller chargé du suivi du dossier de réalisation des projets des lignes ferroviaires, et le directeur gé-

néral de l'Algérienne des autoroutes (ADA). Ces rencontres ont porté sur les projets structurants stratégiques et vitaux auxquels le président de la République accorde un intérêt particulier, notamment la ligne minière Est et Ouest, la ligne ferroviaire Nord-Sud reliant Alger à Tamarrasset, et le projet d'extension du port d'Annaba, selon le communiqué. Il a également été question de l'examen et le diagnostic de l'état de l'autoroute Est-Ouest sur la base des résultats de l'expertise effectuée ou à effectuer par les bureaux d'études et les laboratoires spécialisés, en sus du programme d'entretien du réseau routier et d'élimination des points noirs en vue de réduire les accidents de la route, ajoute la même source. M. Djellaoui a, à ce titre, demandé aux responsables concernés de "procéder à

l'élaboration d'un plan d'action clair à court et à moyen terme, définissant les priorités et les démarches pratiques pour la concrétisation des différents projets structurants". Le ministre s'est également réuni avec des présidents et directeurs généraux d'entreprises économiques placées sous la tutelle du ministère, en vue d'évaluer les capacités nationales en matière d'étude et d'exécution, de diagnostiquer l'état des établissements du secteur, et de formuler des propositions pratiques pour leur relance. Ces rencontres préliminaires tenues lundi soir par M. Djellaoui, seront suivies d'autres réunions avec les cadres des structures centrales, des instances sous tutelle et des groupes des entreprises publiques placées sous tutelle, conclut le communiqué.

CAMPAGNES DE NETTOYAGE ET DE PRÉVENTION L'ONA multiplie ses opérations

Par M. A.

Chaque fin d'été, alors que les premières pluies d'automne s'annoncent, l'Office national de l'assainissement (ONA) mobilise ses équipes pour une vaste campagne de nettoyage et de curage des réseaux. L'objectif est clair : prévenir les inondations et protéger les populations des conséquences parfois dramatiques du changement climatique.

Acteur incontournable du service public depuis sa création en 2001, l'ONA gère près de 90 % des réseaux existants, couvrant 1 169 communes. « Nous travaillons 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 », a souligné Salah Lahlah, inspecteur à l'ONA, sur la « Chaîne III » de la radio nationale. « Chaque mois d'août, nous lançons une campagne nationale pour curer les réseaux, les avoires et les caniveaux, afin de réduire le risque d'obstruction au moment des fortes pluies ». Le contexte climatique accentue ces défis. Désormais, des pluies de seulement deux ou trois heures peuvent équivaloir à un mois de précipitations. Ce phénomène accroît le risque d'inondations et de débordements, d'autant plus que de nombreux réseaux, conçus pour des populations bien moindres, doivent aujourd'hui faire face à des surcharges considérables. Mais les difficultés ne sont pas uniquement techniques. Salah Lahlah a également pointé le facteur humain : « Trop de citoyens considèrent encore les égouts comme une poubelle. Après l'Aïd, on retrouve des déchets d'abattage dans les canalisations. À cela s'ajoutent les vols de tampons ou les dépôts sauvages de gravats par certaines entreprises. Tout cela aggrave la vulnérabilité du réseau ».

Face à ces menaces, l'Office active un dispositif spécial lors des épisodes pluvieux intenses, en coordination avec la Protection civile et les autorités locales. Ses équipes interviennent avant, pendant et après les intempéries pour réduire les dégâts, comme cela a été le cas en 2025 à Guelma et dans plusieurs villes de l'Est. En parallèle de ses interventions techniques, l'ONA mise sur la sensibilisation. Des campagnes sont régulièrement menées dans les écoles et même dans les mosquées, avec l'appui des imams. « Nous avons un slogan : ne prenez pas les égouts pour une poubelle », a insisté Salah Lahlah, qui a appelé à un sursaut de civisme et à une mobilisation citoyenne aux côtés des pouvoirs publics. Si le pays reste confronté aux effets conjugués du vieillissement des infrastructures, de l'urbanisation et du changement climatique, les campagnes annuelles de nettoyage témoignent de la volonté de l'ONA de prévenir les risques et de faire de l'assainissement une véritable priorité nationale.

OUARGLA Six groupements scolaires à réceptionner en prévision de la rentrée scolaire

Six (6) nouveaux groupements scolaires seront réceptionnés dans différentes régions de la wilaya d'Ouargla en prévision de la rentrée scolaire 2025/2026, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'Éducation. Ces nouvelles structures scolaires sont implantées dans les zones de Ouled Nessir et Ain-Djedida dans la commune d'Ouargla, la cité des 1.365 logements et le nouveau pôle urbain dans la commune de Sidi-Khouiled, ainsi qu'à la cité Rahmani à El-Bour et la cité Benbadis à Afrane, dans la commune de N'goussa, a détaillé le directeur de l'éducation, Mourad Guerroune. Dans le but d'alléger le sureffectif que connaissent certains établissements scolaires, le secteur de l'éducation devra réceptionner, à la fin de l'année en cours, deux collèges, en plus de la mise en service, cette saison, à la nouvelle cité d'El-Bakrat (commune d'Ain El-Beida), d'un lycée, d'un collège et d'une école primaire, a fait savoir le même responsable. Pour cette saison, 122.463 élèves devront rejoindre les établissements scolaires de la wilaya d'Ouargla, soit 60.279 élèves dans le primaire, parmi lesquels 12.079 nouveaux inscrits, 44.815 autres dans le moyen (12.190 nouveaux admis) et 17.369 dans le secondaire (6.179 en première année). Ces effectifs seront encadrés par 6.824 enseignants, dont 2.977 instituteurs (primaire), 2.505 enseignants du moyen et 1.342 enseignants du secondaire, selon les données fournies par la direction de l'éducation de la wilaya

CONSTANTINE

Réception de nouvelles infrastructures sportives

Les infrastructures du secteur des sports et de jeunesse de la circonscription administrative Ali Mendjeli et de la ville d'El Khroub (wilaya de Constantine) se sont renforcées par la réception de plusieurs stades de proximité, dans le cadre de la politique de promotion des activités juvéniles et de la mise à disposition d'espaces pour la pratique du sport de quartier au sein des ensembles résidentiels, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, plusieurs terrains de proximité équipés de gazon synthétique ont été mis en service dans l'extension Ouest de la circonscription administrative Ali Mendjeli, au niveau des sites des 2150 logements AADL et des 4.000 logements sociaux et ce, dans le cadre du programme de réalisation de terrains de proximité au sein des zones urbaines.

Dans le même contexte, les services de la wilaya ont indiqué que le projet de réalisation d'un stade de football d'une capacité

de 2.000 places connaît une cadence de réalisation jugée "satisfaisante", tandis que se poursuivent les travaux extérieurs et intérieurs d'un autre stade de football d'une capacité de 3.000 places après avoir connu un retard de plusieurs années, selon la même source.

Il a également été relevé une avancée notable dans les travaux de réalisation du complexe sportif de l'unité de voisinage n 7 à Ali Mendjeli, qui comprend divers espaces destinés aux activités sportives et de jeunesse. Les mêmes services ont précisé

qu'une étude est en cours afin d'examiner la possibilité d'intégrer des aires de jeux en gazon synthétique, compte tenu de la disponibilité du foncier.

A El Khroub, le projet de la piscine semi-olympique bénéficie d'un suivi particulier. Le chantier est actuellement renforcé afin d'assurer sa livraison dans les délais impartis, l'infrastructure devant entrer en exploitation dès "l'été prochain" au profit des jeunes et des enfants de la région, selon ce qui a été indiqué par les services de la wilaya.

TISSEMSILT

Réception de quatre centres de proximité pour le stockage des céréales avant fin 2025

La wilaya de Tissemsilt réceptionnera, avant la fin de l'année 2025, quatre centres de proximité pour le stockage des céréales, chacun d'une capacité de 5.000 tonnes. Ces projets de développement ont fait l'objet, lundi, d'une visite de terrain du wali de la wilaya, Fethi Bouzaïd, accompagné de membres de l'exécutif. A cette occasion, le responsable a insisté sur la nécessité de veiller à la qualité et au respect des délais de réalisation de ces projets stratégiques, supervisés par

la direction locale des Equipements publics. Dans ce cadre, le wali a inspecté les travaux en cours du centre de proximité pour le stockage des céréales de la zone de Selmana, dans la commune d'El-Ayoune. Ce projet, qui s'étend sur une superficie totale de près de 24.000 m², devra être réceptionné avant la fin du mois en cours, le taux d'avancement des travaux ayant dépassé les 95 %, selon les explications fournies sur place par le directeur des Equipements publics de la

wilaya, Abdelghani Boudjemâa. Lors de cette même sortie, le wali s'est enquis de l'état d'avancement d'un deuxième centre situé dans la commune de Tissemsilt, couvrant une superficie totale de 2.300 m², et dont le taux de réalisation des gros-œuvres a dépassé 60 %. Dans la commune d'Amari, il a également été procédé à l'inspection de deux autres centres de proximité pour le stockage des céréales, occupant, chacun, une superficie de plus de 7.800 m².

Le premier affiche un taux d'avancement des travaux supérieur à 60 % et le second plus de 80 %, signale-t-on. A noter que la wilaya de Tissemsilt a bénéficié de projets pour la réalisation de sept centres de proximité de stockage des céréales, en plus d'un silo métallique implanté dans la région de Sidi-Mansour, dans la commune de Khemisti, d'une capacité de 200.000 tonnes, dans le cadre du renforcement des capacités de stockage de ces produits agricoles de la wilaya.

MOSTAGANEM

Le secteur de l'éducation renforcé par 22 nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Mostaganem a été renforcé par 22 nouveaux établissements scolaires au titre de la rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué lundi la wilaya. Le wali, Ahmed Boudouh, a présidé dimanche une réunion élargie de l'exécutif au cours de laquelle ont été présentées les dernières dispositions relatives à la rentrée scolaire prévue dimanche prochain, a précisé la même source.

A ce titre, le secteur sera doté de 22 nouveaux établissements scolaires répartis entre 13 groupes scolaires du cycle primaire, 8 collèges de l'enseignement moyen (CEM) et un lycée, a-t-on ajouté. Ces infrastructures viennent s'ajouter à 63 classes d'extension, deux unités de dépistage et de suivi de la santé scolaire (UDS), une demi-pension et 18 cantines scolaires. Par ailleurs, le wali a décidé la fermeture

de l'école du village d'El-Djailia (commune de Benabdelmalek Ramdane) en raison de l'état de l'infrastructure, et à identifier le statut juridique de l'assiette foncière voisine en vue de réaliser des classes de remplacement. Concernant l'école de Safsaf, le premier responsable de l'Exécutif local a ordonné l'envoi d'une commission technique pour le choix d'un terrain approprié à l'extension, et a accordé une subvention à la

commune de Mansoura pour la location de bus de transport scolaire, a fait savoir la même source.

En outre, le wali a décidé de relancer le projet de la cantine scolaire centrale, ainsi que l'élaboration d'un plan de wilaya du transport scolaire, la généralisation de l'expérience de l'uniforme scolaire unique et la suppression du système de la double vacation avant les vacances d'hiver, a-t-on indiqué.

NÂAMA

Lancement d'une campagne de nettoyage pour la prévention des inondations à Ain-Sefra

Une vaste campagne de nettoyage a été lancée lundi dans la ville d'Ain-Sefra (wilaya de Nâama) afin de prévenir et de protéger la cité des risques d'inondations durant la saison des pluies, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Pour cette opération, une équipe de nettoyage a été mobilisée, appuyée par des moyens d'intervention, des camions et divers engins, afin de curer les avaloirs, nettoyer les berges et les lits des oueds Mouilah, Tirkount et El-Bridj, qui s'entrecroisent au niveau du

centre d'Ain-Sefra, ainsi que pour déboucher les canalisations d'évacuation des eaux pluviales du tissu urbain de la ville, a précisé la même source. Supervisant le lancement de cette campagne, le wali de Nâama, Lounes Bouzegza, a indiqué que ces mesures préventives se poursuivent tout au long de l'année, avec la participation de l'ensemble des secteurs, des établissements publics et des entreprises privées, à l'instar de l'Office national de l'assainissement (ONA) et de l'Etablissement public de gestion des centres

d'enfouissement technique, mobilisant ainsi tous les moyens matériels et humains pour soutenir cette opération, notamment dans une ville où sont enregistrés des crues fortes de l'oued. A cet effet, la direction locale de l'ONA, en coordination avec la direction de l'Hydraulique, a élaboré un plan d'intervention visant à éliminer les points noirs identifiés. Pas moins de dix sites menacés d'inondation ont été recensés dans les villes de la wilaya, et leur éradication a été entamée, selon la même source, qui a

souligné la mise en place d'un plan préventif reposant sur la disponibilité permanente des moyens matériels et humains pour intervenir immédiatement en cas d'urgence. Par ailleurs, les services de la wilaya ont mis en place des cellules de veille et de suivi des bulletins météorologiques spéciaux (BMS), regroupant plusieurs secteurs et services au niveau de l'ensemble des communes, afin d'éviter tout risque lié aux aléas climatiques, a-t-on ajouté.

La crise en France pourrait entraîner l'Europe dans un chaos financier

Nous avons tous la mémoire courte et, avec la rapidité des informations mondiales, nous avons tendance à réagir à l'actualité sans regarder en arrière. En ce qui concerne la situation en France, nous devrions probablement remonter au moins deux décennies en arrière. Mais contentons-nous de regarder rapidement l'année dernière pour essayer de comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

Par Khaled About Zahr (*)

Mardi, un nouveau premier ministre a été nommé par le président Emmanuel Macron, alors que le pays se préparait à la journée de perturbations organisée mercredi par le mouvement "Bloquons Tout".

À la suite de la lourde défaite de son parti aux élections européennes de l'année dernière et de la montée du Rassemblement national, M. Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Des élections législatives anticipées ont été organisées peu après, mais elles ont abouti à un parlement sans majorité claire. Le Rassemblement national constituait le plus grand bloc unipartite. La politique s'est alors mise en marche et le nouveau Front populaire - réunissant la France insoumise, le Parti socialiste, les Verts et le Parti communiste français - est arrivé en tête avec environ 182 sièges. Macron s'est ensuite allié au centre et à la gauche dans une assemblée fragmentée qui a compliqué toute tentative de gouvernance.

Après de longues négociations, Michel Barnier, ancien commissaire européen et figure éminente du parti de centre-droit Les Républicains, a été nommé premier ministre en septembre dernier, avec pour mission de former un gouvernement d'unité. Son gouvernement était une alliance tendue entre les centristes et la gauche, la pression la plus forte étant exercée par l'extrême gauche. En bref, alors que les votes indiquaient un pays penchant vers les partis conservateurs, la politique lui a donné un gouvernement de centre-gauche.

Il n'est donc pas surprenant qu'il n'ait pas duré longtemps et qu'au début de l'année 2025, François Bayrou ait succédé à Barnier au poste de premier ministre, soutenu par l'idée d'un nouveau compromis centriste. Bayrou tire rapidement la sonnette d'alarme sur l'ampleur de la dette publique lors de la préparation du budget 2026. Il a présenté un plan prévoyant de lourdes coupes budgétaires et des augmentations de recettes ciblées. Tout en essayant d'obtenir un mandat clair, il a choisi de soumettre son gouvernement à un vote de confiance, mais celui-ci a été rejeté par l'Assemblée nationale lundi, ce qui a entraîné sa chute.

Tout cela s'est produit alors que la colère populaire ne cessait de croître. Le "Bloc tout", lancé au printemps dans les milieux souverainistes, a été rapidement détourné par la gauche radicale et les syndicats. Il s'est transformé en



un mouvement de mobilisation sociale parallèlement au blocage politique de l'assemblée. Il s'apparente au mouvement des "gilets jaunes". Cette semaine, alors que les manifestations ont envahi la France, Sébastien Lecornu, ancien ministre de la défense et proche allié de Macron, a été nommé Premier ministre et a entamé des consultations en vue de former un nouveau gouvernement.

M. Bayrou a eu raison de tirer la sonnette d'alarme, car la situation en France pourrait non seulement plonger le pays dans une situation difficile, mais aussi entraîner l'Europe dans le chaos financier, compte tenu du poids de la France au sein de l'UE.

Paris est confronté à une situation économique extrêmement fragile, la dette publique atteignant quelque 3 300 milliards d'euros (3 800 milliards de dollars), soit 114 % du produit intérieur brut, et le paiement des intérêts de la dette devrait dépasser 100 milliards d'euros d'ici à 2029. Le déficit budgétaire est estimé à 5,8 % du PIB, bien au-delà du seuil de 3 % fixé par l'UE.

Cette situation se reflète sur les marchés financiers, puisque le pays emprunte désormais à un taux supérieur à celui de la Grèce et proche de celui de l'Italie. Cette méfiance des investisseurs met en évidence le risque que la France soit bientôt incapable de prendre des décisions en raison de l'instabilité politique. Celle-ci pourrait alors s'étendre à l'ensemble de la zone euro.

La situation actuelle en France rappelle, à plusieurs égards, la crise grecque de 2010 à 2012 et c'est ce qui se reflète sur les marchés financiers. Si cette tendance se poursuit, la France pourrait être confrontée à un scénario dans lequel le refinancement de sa

dette deviendrait beaucoup plus coûteux, ce qui limiterait sa capacité à financer les services publics et les investissements. Le pays pourrait être contraint d'adopter des mesures d'austérité bien plus sévères que celles proposées dans le budget 2026 de M. Bayrou. Cela alimenterait le malaise social actuel. La France étant la deuxième économie de la zone euro, cette situation aurait rapidement un effet sur l'Europe et pourrait s'étendre à d'autres marchés souverains.

Il existe un risque réel de crise généralisée en France, y compris une ruée sur les banques, qui non seulement affaiblirait l'euro mais présenterait également un véritable risque systémique. Les banques européennes exposées à la dette ou aux institutions financières françaises pourraient subir des pertes importantes. Cela pourrait nécessiter l'intervention de la Banque centrale européenne pour stabiliser le système bancaire et éviter un effet domino dans la zone euro. Cela pourrait également contraindre les institutions européennes à envisager des mécanismes de soutien similaires à ceux mis en œuvre pour la Grèce.

C'est pourquoi il est essentiel de présenter un plan d'assainissement budgétaire clair et réalisable afin de restaurer la confiance avant qu'il ne soit trop tard. La France, qui est déjà dans le trio de tête des pays européens en termes d'endettement par rapport au PIB, n'a pas d'autre choix que de réduire les dépenses publiques à long terme et à court terme. Mais des coupes sans plan de croissance seraient un désastre encore plus grand ; il faut donc préserver les investissements essentiels à la croissance et à la compétitivité, ainsi que la défense.

Cependant, notre petit retour en arrière indique qu'il y a peu de chances que cela se produise et qu'avec les machinations politiques en cours, il n'y a pas de place pour une véritable stratégie. Les choses pourraient même empirer, car des voix commencent à s'élever pour réclamer une Sixième République. Sans majorité absolue, les compromis politiques permettront peut-être de boucler un budget 2026 et de retarder la crise, mais ils n'apporteront pas de véritable solution.

Si cette crise semble nationale, elle symbolise quelque chose de plus profond en Europe : la fin d'une époque et la nécessité de se réinventer pour faire face aux défis mondiaux d'aujourd'hui. La France reste un pays de contradictions car, sur fond de débâcle politique, la startup Mistral AI s'est imposée comme un concurrent exceptionnel dans la course à l'intelligence artificielle et a obtenu cette semaine une valorisation de 14 milliards d'euros lors d'un nouveau tour de table. Le réservoir de talents, de capacités et de souveraineté de la France est incroyable et exceptionnel, tout comme ses acteurs politiques sont incompetents et égo-centriques. Cette nouvelle montre que l'innovation prospère malgré, ou peut-être grâce au chaos qui règne à Paris. Il est urgent de relancer l'innovation, comme l'a fait Charles de Gaulle. La France et l'Europe ont besoin d'un véritable leadership.

(*) **Fondateur de SpaceQuest Ventures, une plateforme d'investissement axée sur l'espace. Il est PDG d'EurabiaMedia et rédacteur en chef d'Al-Watan Al-Arabi.**

Source : www.arabnews.fr, publié le 11/09/2025

MAURITANIE

« La situation actuelle du criquet pèlerin est sous contrôle »

Le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, M. Mémé Ould Beybaté, a affirmé que la situation actuelle du criquet pèlerin dans le pays n'est pas préoccupante, soulignant la poursuite des opérations de surveillance et de lutte et la préparation des autorités à intervenir immédiatement pour préserver la sécurité alimentaire et protéger la saison agricole.

Cette déclaration du ministre est intervenue à l'issue d'une visite de trois jours qui l'a conduit dans les régions situées au nord des wilayas du Trarza et du Brakna et au sud de l'Adrar, où il a inspecté les équipes terrestres du Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin (CNLA). La visite a inclus les régions de Fay, Dhayet Allah et Kerdania.

Au cours de sa tournée, le ministre a inspecté un certain nombre de sites où se propagent des bandes larvaires et quelques individus ailés immatures, qui sont actuellement traités par 8 équipes d'intervention relevant du Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin.

Le ministre a conclu sa visite par des rencontres avec les éleveurs locaux dans les régions visitées, au cours desquelles la situation actuelle du criquet a été examinée, ainsi que les mesures prises pour y faire face, en plus de discuter des perspectives de coordination et de coopération locale pour protéger les ressources agricoles et pastorales dans ces wilayas.

Le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire a expliqué dans une déclaration à l'Agence Mauritanienne d'Information que l'objectif de cette visite est d'évaluer sur le terrain la situation actuelle du criquet pèlerin et de suivre le déroulement des opérations de prospection et de traitement menées par huit équipes de terrain. Il a confirmé que certains sites ont enregistré une propagation de larves, mais que la situation est soumise à un suivi précis et quotidien par le ministère via le Centre National, qui dispose d'une base de données actualisée et complète sur toutes les zones infestées.

ENERGIES RENOUVELABLES EN TUNISIE

Des économies potentielles de 58 milliards de dollars d'ici 2050

La transition énergétique en Tunisie dépasse le cadre d'une simple évolution technique ou économique, elle incarne un combat pour la souveraineté, la justice sociale et la durabilité environnementale.

En poursuivant les réformes audacieuses déjà engagées, le pays pourrait devenir un modèle régional où les énergies renouvelables soutiennent le développement et renforcent l'économie nationale.

Un récent rapport dont le contenu a été dévoilé par de l'Unité de recherche en énergie qui est une rattachée à la plateforme spécialisée du secteur énergétique, souligne que la Tunisie doit mobiliser environ 239 milliards de dinars (environ 82 milliards de dollars) pour financer les investissements nécessaires à la production d'électricité et du chauffage jusqu'en 2050.

Toutefois, une part importante de ce coût pourrait être compensée par les économies qui seraient sur la facture énergétique, puisque le pays dépend fortement des importations de combustibles fossiles.

Alors que la plupart des pays s'orientent vers une moindre utilisation des hydrocarbures, le secteur tunisien des énergies renouvelables progresse rapidement, permettant chaque année un allègement significatif des coûts liés à l'importation des carburants.

Un investissement pour un gain majeur

Le déploiement des infrastructures dédiées à la production d'électricité nécessitera 110 milliards de dinars (38 milliards de dollars), tandis que le secteur du chauffage nécessite un financement supplémentaire de 129 milliards de dinars (44 milliards de dollars), selon l'organisation africaine spécialisée dans le climat Power Shift Africa. Ces chiffres ne doivent pas être perçus comme une charge permanente, car les économies de dépenses sur la facture énergétique peuvent couvrir les coûts engagés au cours de la même décennie. En effet, l'investissement dans la production d'électricité renouvelable se traduit par une réduction massive des dépenses en énergie fossile dès la période d'exécution. Le scénario d'une transition énergétique totale à l'horizon 2050 permet de prévoir une économie de 170 milliards de dinars (58 milliards de dollars) sur le coût du carburant. Cette somme équivaut à près de quatre fois le montant des investissements supplémentaires en production électrique renouvelable, ce qui confirme l'intérêt économique de cette orienta-

tion. Sous ce même angle, on note que la Tunisie possède des atouts remarquables, notamment dans l'éolien. Les études récentes ont identifié près de 26 500 km² propices au développement d'installations éoliennes à grande échelle, avec un potentiel accru à 133 gigawatts.

Le pays a enregistré une avancée majeure en 2024 en dépassant la barre de 1 gigawatt de capacité installée en production renouvelable, avec un total de 1,08 gigawatt contre 817 mégawatts en 2023.

Cette progression s'appuie essentiellement sur le solaire, dont la capacité a atteint 773 mégawatts en 2024, tandis que les capacités éoliennes et hydroélectriques sont maintenues stables depuis 2018.

La Tunisie se positionne désormais parmi les dix premiers pays arabes en termes de capacité installée en énergies renouvelables, témoignant de son engagement à transformer son système énergétique. Cette dynamique ouvre la voie à une économie moins dépendante des importations, tout en contribuant à l'atténuation des conséquences du changement climatique et à la valorisation des ressources locales.

SANTÉ, SCIENCE ET QUALITÉ DE VIE

L'Arabie saoudite entre dans une nouvelle ère

Le système national de santé d'Arabie saoudite continue de consolider sa place sur la scène mondiale à travers une série de réalisations majeures en recherche scientifique et en reconnaissance internationale.

Le ministère de la Santé a souligné la désignation de 16 sites en tant que « Villes-Santé » selon les critères de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Parmi elles, Djeddah et Médine

se démarquent en devenant les premières villes du Moyen-Orient de plus de 2 millions d'habitants à recevoir cette accréditation, marquant une étape clé du programme « Villes-Santé » du ministère et de ses efforts pour améliorer la qualité de vie.

Cette réussite reflète la collaboration efficace entre les acteurs gouvernementaux et communautaires, à travers l'application de plus de 80 critères interna-

tionaux répartis en neuf domaines clés couvrant la santé, le développement et la durabilité.

L'Arabie saoudite a également réalisé des avancées remarquables en matière de recherche médicale et d'innovation.

Une étude menée par le Centre hospitalier et de recherche spécialisé King Faisal sur la transplantation hépatique robotisée a été classée parmi les 10 publi-

cations scientifiques les plus influentes de 2024 par l'American Society of Transplantation.

Par ailleurs, sept hôpitaux saoudiens figurent dans le rapport 2025 de Brand Finance sur les 250 meilleurs hôpitaux mondiaux, mettant en lumière l'infrastructure de santé solide du Royaume, sa compétitivité internationale et son engagement envers des soins de qualité.

D'ICI 2030

L'Égypte vise une croissance de 7%

L'Égypte met en œuvre plusieurs réformes visant à attirer les investisseurs et à favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé. D'ici 2030, elle prévoit de porter la part des investissements privés à 66% et d'accroître leur rôle dans l'économie. Un nouveau plan national de développement économique a été lancé. Il vise un taux de croissance de 7% d'ici 2030, ainsi qu'une hausse globale des investissements qui devraient atteindre 18 % du produit intérieur brut (PIB).

Intitulé « le récit national pour le développement économique : des politiques favorables à la croissance et à l'emploi », ce plan constitue, selon la ministre de la Planification et du Développement économique, Rania Al-Mashat (photo, à droite), « un cadre global qui assure

l'intégration entre le programme d'action du gouvernement et la Vision Égypte 2030, à la lumière des évolutions régionales et internationales rapides ».

Il fixe une série d'objectifs à atteindre à l'horizon 2030. Il s'agit de poursuivre la voie des réformes économiques, de s'orienter davantage vers les secteurs les plus productifs, ainsi que de tirer le meilleur parti des infrastructures de pointe qui constituent une base favorable à l'industrialisation et à l'investissement. Ces mesures devraient renforcer la compétitivité et stimuler la participation du secteur privé.

Le plan prévoit de porter la part des investissements privés dans les investissements totaux à 66 % en 2030, contre 60 % dans le plan de l'exercice fiscal en

cours, ainsi que leur part dans le PIB à 11,9 %, tout en renforçant leur rôle dans l'économie.

Des réformes ont été évoquées pour améliorer la performance des entreprises, renforcer le positionnement de l'Égypte dans les classements internationaux de compétitivité, reposant sur le programme national de réformes structurelles qui s'appuie sur des politiques de soutien à la croissance et à l'emploi. Il s'articule autour de trois axes à savoir : le renforcement de la stabilité macroéconomique, l'accroissement de la compétitivité économique et l'amélioration du climat des affaires, et le soutien à la transition écologique. Cette annonce intervient alors que le gouvernement égyptien cherche à améliorer le climat des affaires et à établir

un environnement de travail favorable, dans le but d'attirer davantage d'investissements. Le pays a mis en œuvre des programmes de réformes économiques et climatiques, pilotés par le FMI, pour un montant initial de 8 milliards de dollars, afin de préserver la stabilité macroéconomique, de rétablir les marges de manœuvre et de favoriser une croissance inclusive portée par le secteur privé, malgré les tensions régionales persistantes qui ont entraîné une forte baisse des recettes du canal de Suez.

Notons que d'ici 2030, le nombre d'emplois que devrait générer le plan est estimé à 1,5 million, contre 900 000 emplois prévus dans le plan de l'exercice en cours.

ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE L'OMC SUR LES SUBVENTIONS À LA PÊCHE

Ce que ça change pour l'Afrique

L'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche est désormais entré en vigueur, le seuil de ratifications ayant été franchi grâce au Brésil, au Kenya, au Vietnam et à Tonga. L'Afrique, particulièrement touchée par la pêche illégale, pourrait en être l'un des principaux bénéficiaires.

C'est désormais officiel. L'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche est entré en vigueur, lundi 15 septembre. Lors d'une réunion à Genève, la directrice générale de l'organisation, Ngozi Okonjo-Iweala, a annoncé que le seuil des deux tiers des membres requis pour sa ratification avait été franchi grâce aux récentes acceptations du Brésil, du Kenya, du Vietnam et de Tonga.

« À un moment où le système commercial international est confronté à de profonds défis, l'Accord sur les subventions à la pêche envoie un signal fort : les membres de l'OMC peuvent travailler ensemble dans un esprit de coopération et de responsabilité partagée pour apporter des solutions aux défis mondiaux », a souligné Mme Okonjo-Iweala. Et d'ajouter : « L'entrée en vigueur de cet Accord rappelle que nombre des plus grands défis auxquels nous sommes confrontés sont plus efficacement traités au niveau multilatéral ».

Adopté en 2022, l'accord cible les quelque 22 milliards de dollars de subventions jugées nocives qui contribuent chaque année à l'épuisement des ressources marines. Concrètement, il interdit les soutiens publics qui favorisent la pêche illégale, la capture de stocks surexploités et les activités de pêche dans des zones de haute mer dépourvues de réglementation. L'objectif est de protéger les stocks mondiaux et de préserver les moyens de subsistance de centaines de millions de personnes dépendantes de la pêche.

Quels impacts pour l'Afrique ?

Pour l'Afrique, où la pêche est vitale pour la sécurité alimentaire et l'emploi, l'entrée en vigueur de l'accord représente une avancée potentiellement bénéfique. Le continent reste largement dominé par la pêche artisanale, peu subventionnée par les États, contrairement aux autres régions où les flottes industrielles reçoivent un

soutien massif. Mais les eaux africaines figurent aussi parmi les plus touchées par la surpêche et la pêche illégale, souvent pratiquée par des navires étrangers lourdement subventionnés. Selon l'Union africaine, la pêche illégale fait perdre au continent au moins 11,2 milliards de dollars par an.

Un rapport de l'ONG Oceana rappelle que des pays comme la Chine, le Japon, la Corée, la Russie, les États-Unis, la Thaïlande, Taïwan, l'Espagne, l'Indonésie et la Norvège figurent parmi les plus grands pourvoyeurs de subventions préjudiciables au secteur de la pêche dans le monde.

L'Union européenne, prise dans son ensemble, est elle aussi régulièrement pointée du doigt par les ONG.

Ces aides permettent aux grandes flottes industrielles de réduire leurs coûts et de s'aventurer au large des côtes africaines, où elles entrent en concurrence directe avec des pêcheurs locaux bien moins soutenus.

GABON

Libreville prévoit des réformes pour assainir le secteur bancaire et de la microfinance

Le Gabon est considéré comme le deuxième marché bancaire de la CEMAC, derrière le Cameroun, et compte 8 banques ainsi que 19 établissements de microfinance.

Le gouvernement gabonais s'apprête à mettre en œuvre une série de réformes destinées à renforcer la solidité du système bancaire et de microfinance, tout en prévenant les risques systémiques, indique un communiqué officiel publié à l'issue du Conseil des ministres du lundi 8 septembre 2025.

Ces mesures seront prises dans le but notamment de lutter contre les créances en souffrance, qui ne cesse de croître au point de représenter une menace. Selon Henri-

Claude Oyima (photo), ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la lutte contre la vie chère, « ce secteur est confronté à une menace croissante liée aux créances douteuses et litigieuses, issues du non-remboursement des crédits, susceptibles de compromettre la stabilité financière à moyen terme », indique le communiqué.

D'après le rapport pays 2025 de la Banque africaine de développement (BAD), la qualité des actifs bancaires au Gabon s'est en effet dégradée, les créances en souffrance ayant enregistré une hausse de 19,8% pour atteindre 205 milliards FCFA en 2024, soit 10,2% de l'en-

cours total des crédits, contre 8,6% en 2023. En réponse à cette hausse du risque, les établissements bancaires adoptent une attitude plus restrictive marquée par un durcissement des conditions d'accès au crédit, une augmentation des garanties exigées, et une révision à la hausse des taux d'intérêt. Cette prudence, bien que compréhensible, a pour effet de ralentir considérablement le financement des ménages et des petites entreprises, déjà fragilisés par le contexte économique. La dernière note de conjoncture du ministère des Finances souligne que les crédits bruts accordés ont reculé de 13% au premier trimestre 2025. Les prêts au secteur privé (qui représentent près de 91% de

l'ensemble des crédits) ont diminué de 1,7%, tandis que les financements accordés aux entreprises publiques ont chuté de près de 49%, et ceux destinés aux non-résidents de 1,6%. Paradoxalement, cette situation se développe dans un environnement de surliquidité bancaire, les excédents de trésorerie ayant progressé de 47,3% sur le trimestre et de 35,3% en un an.

Selon des experts du secteur, cette dégradation globale s'explique par un contexte économique tendu, marqué notamment par la volatilité des cours des matières premières et par des tensions budgétaires persistantes, qui affectent la capacité de remboursement des emprunteurs.

ZAMBIE

Un 2^e contrat d'électricité solaire signé sans garantie souveraine en 3 mois

La Zambie multiplie les projets d'énergie solaire et attire de nouveaux développeurs grâce à un cadre de plus en plus favorable aux investissements privés. Cette dynamique confirme une volonté de diversifier son mix énergétique et de réduire sa dépendance à l'hydroélectricité. Africa GreenCo et Serenje Energy ont signé un protocole d'accord pour un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 20 ans qui verra le développement de la centrale solaire de Lusanje (25 MW) dans la Lusaka South Multi-Facility Economic Zone. L'annonce a été faite lors du Forum de

l'énergie pour l'Afrique (EFFA 2025) clôturé le vendredi 12 septembre, marquant une nouvelle étape dans la transition énergétique de la Zambie. Une fois opérationnelle, la centrale injectera ainsi de l'électricité propre dans le réseau national, soutenant la croissance industrielle, améliorant la fiabilité de l'approvisionnement et renforçant la résilience des ménages et des entreprises, selon GreenCo. Le montage est structuré sans garantie souveraine, confirmant la capacité du pays à attirer des capitaux privés dans le secteur énergétique sur la base de réformes jugées crédibles.

Ce projet fait en effet suite au parc solaire Ilute de 32 MWp lancé en juin 2025 par Serengeti Energy et Kwama Energy, également adossé à un PPA signé avec GreenCo sans garantie étatique. La répétition de ce schéma contractuel indique l'émergence d'un modèle où les capacités financières de l'acheteur privé remplacent le soutien de l'État. En parallèle, la Zambie continue de renforcer son parc solaire avec des projets d'envergure. Depuis fin juin, la centrale de Mailo développée par ZESCO et Solar Century Africa a commencé à injecter 25 MW dans le réseau national, sur une capa-

cité totale prévue de 110 MW. La Zambie vise les 1000 MW solaires installés d'ici fin 2025 afin de réduire sa dépendance à l'hydroélectricité, elle-même vulnérable aux sécheresses. Avec deux PPA consécutifs conclus sans garantie souveraine et des investissements en cours dans des projets publics, le pays se positionne comme un marché notable en Afrique australe. Si cette dynamique se poursuit, elle pourrait offrir une alternative crédible aux modèles classiques et pousser d'autres pays africains à diversifier leurs outils de financement des énergies renouvelables.

GNL

Les exportations subsahariennes devraient croître de 174,5% d'ici 2034

La hausse des exportations du gaz naturel liquéfié produit au Sud du Sahara durant la prochaine décennie sera non seulement tirée par des producteurs historiques comme le Nigeria, mais aussi par de nouveaux entrants sur le marché comme le Sénégal et la Mauritanie.

Les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) des pays d'Afrique subsaharienne devraient passer de 35,7 milliards mètres cubes (m³) en 2024 à 98 milliards en 2034, une hausse de 174,5% grâce notamment à la hausse prévue de la production au Nigeria et au Mozambique et à l'entrée sur le marché de nouveaux pays comme la Mauritanie et le Sénégal, selon un rapport publié le vendredi 29 août 2025 par Fitch Solutions.

Intitulé « Sub-Saharan Africa (SSA) LNG Growth Momentum To Persist », le rapport précise que les exportations nettes de la région devraient atteindre 38,1 milliards m³ en 2025 (+6,7% par rapport à 2024), puis 47,9 milliards en 2026 (+25,6% en glissement annuel). Elles culmineront ensuite à 101,4 milliards m³ en 2031, avant de se stabiliser au-dessus de 98 milliards à l'horizon 2034. La production totale de GNL en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 172,2% entre 2024 et 2034. Le Nigeria restera le premier exportateur de la région à moyen terme, tandis que le Mozambique devrait stimuler fortement la croissance des exportations dès 2030, grâce à l'amélioration de la sécurité, à la reprise des financements étrangers et à la relance des projets terrestres.

Les exportations de GNL du Nigeria devraient atteindre 26,5 milliards m³ en 2026 (+32,5% en glissement annuel), grâce à l'entrée en production du projet du train de liquéfaction N°7 du terminal Nigeria LNG Limited (NLNG). Ce projet, dont le taux d'achèvement a atteint 80% en juin 2025, devrait augmenter la capacité de production de NLNG de 35%.

PARIS

Mouvements limités à la veille de la décision de la Fed

La Bourse de Paris évolue proche de l'équilibre, à 7900 points, partagée entre les hausses de Kering (+3,5%) et Capgemini (+3%), mais freinée par L'Oréal (-1,9%) et Bouygues (-1,8%). Symboliquement, le CAC a désormais effacé toutes ses pertes consécutives à l'annonce, le 25 septembre, du vote de confiance décidé par François Bayrou.

Les intervenants restent cependant prudents et gardent leurs yeux tournés vers la Fed, dont le comité de politique monétaire (FOMC) entame aujourd'hui ses débats avant la présentation de ses conclusions demain dans la soirée. La conférence de presse de son président, Jerome Powell, sera particulièrement suivie, car le marché a le sentiment que la banque centrale pourrait accélérer la cadence de ses baisses de taux d'ici à la fin de l'année, au vu de l'accès de faiblesse que connaît actuellement l'emploi américain.

Mais l'anticipation de ces mesures a déjà alimenté la hausse des marchés ces dernières semaines, surtout à Wall Street, et leur officialisation formelle pourrait déclencher des prises de bénéfices, dans une situation où l'on achète la rumeur avant de vendre la nouvelle.

Le Nasdaq affiche une hausse de plus de 25% sur les six derniers mois, favorisé principalement par les anticipations d'initiatives de la Fed, et vient d'aligner une impressionnante série de plus hauts historiques, à l'instar du S&P 500, qui a repris 16% sur la période pour évoluer lui aussi en territoire record.

Certains professionnels commencent à s'inquiéter d'un risque de divergence entre la trajectoire stratosphérique des marchés d'actions et des signaux macroéconomiques qui semblent de plus en plus moroses.

'Le S&P 500 a une valorisation élevée voire très élevée d'un point de vue historique', souligne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France.

'Si l'on prend par exemple le ratio cours/bénéfices anticipés (P/E forward), il est proche de 23, un niveau atteint seulement à deux reprises sur les 40 dernières années : lors de la bulle post-Covid et, avant cela, lors de la bulle Internet', poursuit-il.

'Toute correction ou consolidation serait clairement la bienvenue sur le S&P 500 ou encore le Nasdaq100 pour faire dégonfler le risque de bulle', juge le stratège.

'Pas besoin de chercher bien loin pour voir ce qui cloche', opine Henry Allen, chez Deutsche Bank. 'Ces deux dernières

semaines, les chiffres économiques se sont nettement dégradés, poussant les investisseurs à anticiper des baisses de taux plus agressives', ajoute-t-il.

'Le risque géopolitique reste élevé : des drones russes ont récemment survolé la Pologne et Israël a frappé au Qatar. Parallèlement, les craintes budgétaires restent bien présentes et l'impact complet des tarifs douaniers n'a pas encore frappé. Et signe classique de panique : l'or bat des records', explique le stratège.

Dans ce contexte, l'attention des investisseurs va se reporter sur les statistiques du jour, à commencer par les ventes de détail aux États-Unis, attendues à 14h30, qui permettront d'en savoir plus sur la conjoncture Outre-Atlantique.

En zone euro, l'indicateur d'activité ZEW pourrait montrer que le moral des investisseurs s'est encore amélioré en septembre, ravivant les espoirs d'une embellie de l'activité économique dans le bloc monétaire.

Les anticipations de resserrement monétaire continuent de provoquer un reflux des rendements des Treasuries, celui du papier à dix ans revenant en direction de 4,03%, sans toutefois parvenir à enfoncer ce seuil.

En Europe, les rendements obligataires de référence se détendent eux aussi, inchangés à 2,68% pour le Bund allemand à dix ans et à 3,47% pour son équivalent français, ce qui fait que le 'spread' OAT/Bunds ne s'écarte pas en dépit de la dégradation de la France par Fitch, puisqu'il se contracte même vers 79 points de base, contre 80 points vendredi.

L'euro gagne 1,3% face au billet vert, à 1,179 USD. À Londres, le Brent cède 0,3% à 67,3 USD.

À New York, les 'futures' sur les principaux indices boursiers se sont retournés à la baisse dans la nuit suite à la confirmation par le Sénat de la nomination de Stephen Miran, un proche conseiller de Donald Trump, au poste de gouverneur de la Fed, une décision jugée susceptible de remettre en cause l'indépendance de la banque centrale américaine et de constituer un facteur de déstabilisation des marchés financiers.

Dans l'actualité des sociétés françaises,

Delfingen publie un résultat net part du groupe de 8,1 millions d'euros pour les six premiers mois de 2025, contre une perte nette de 5,6 MEUR au premier semestre 2024, avec une marge opérationnelle courante à 7,7%, en amélioration de 2,5 points.

BNP Paribas indique ambitionner un ROTE (retour sur capitaux propres tangibles) de 13% dès 2028, à mi-parcours de son futur plan moyen terme 2027-2030 qui sera annoncé début 2027, ainsi qu'un ratio de solvabilité CET1 'phased-in' qui atteindrait 12,5% d'ici fin 2027, post FRTB (revue fondamentale du portefeuille de négociation).

Solutions30 annonce avoir finalisé l'installation des deux tout premiers sites de

Fastned équipés de bornes de recharge ultra-rapide en Espagne, situées sur l'auto-route C-32 à proximité de la côte barcelonaise.

Enfin, Rubis a reconnu mardi être en contact avec différents acteurs, tout en précisant que ces discussions n'en étaient jusqu'ici qu'à un stade très préliminaire. Ces déclarations interviennent alors que l'action du spécialiste de l'aval pétrolier avait bondi de 7% hier à la Bourse de Paris suite à l'apparition de rumeurs de presse évoquant un possible intérêt du fonds d'investissement CVC Partners et du négociant suisse de matières premières Trafigura, qui réfléchiraient chacun de leur côté à formuler une offre sur le groupe.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Septembre 2025

Valeur : 17 Septembre 2025

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	129.4677	129.4827
1	EUR EURO	151.9045	151.9350
1	GBP POUND STERLING	175.8117	175.8798
100	JPY JAPANESE YEN	87.7688	87.8027
1	CNY CHINESE YUAN	18.1735	18.1773
1	CHF SWISS FRANC	162.5050	162.6054
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.5460	93.5771
1	DKK DANISH KRONE	20.3495	20.3532
1	SEK SWEDISH KRONA	13.8921	13.9066
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.1323	13.1500
1	AED UAE DIRHAM	35.2456	35.2555
1	SAR SAUDI RIYAL	34.5118	34.5177
1	KWD KUWAITI DINAR	423.9283	424.1163
1	TND TUNISIAN DINAR	44.2039	44.6482
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3655	14.3672
1	LYD LIBYAN DINAR	23.8677	23.9903
1	MRU MAURITANIAN OUGUTYA	3.2424	3.2525
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.6106	177.6106

BOURSE ZURICH

Toujours dans le rouge en fin de matinée

La Bourse suisse restait tapie à l'ombre mardi à l'approche de la mi-journée. Les observateurs scrutaient d'ores et déjà vers la Réserve fédérale (Fed) aux États-Unis, qui doit livrer mercredi un verdict sur ses taux directeurs à l'issue de sa traditionnelle réunion sur deux jours de politique monétaire.

Les observateurs tiennent pour acquis une amorce d'assouplissement de la politique monétaire au pays de l'oncle Sam. Les plus téméraires misent sur un abaissement d'un demi-point de pourcentage des taux directeur de la Fed, quand la plupart des autres parient sur un quart de point. Appelée à cor et à cri de longue date par Donald Trump, la mesure doit "soutenir un marché de l'emploi US faiblissant, mais sa réalisation demeure conditionnée au maintien

sous contrôle de l'inflation", observe Ipek Ozkardeska, pour Swissquote.

"Une incertitude plane: de nombreuses banques redoutent que la baisse des taux de la Fed, attendue demain soir, ne déclenche un mouvement classique de prise de bénéfices - un véritable 'sell the news'", prévient de son côté John Plassard, associé chez Cité Gestion. Sur le plan conjoncturel, le marché britannique du travail a pâti cet été d'un environnement conjoncturel morose. Sont encore attendus le moral des investisseurs allemands, inflation au Canada ou encore production industrielle aux États-Unis.

Dans un contexte d'incertitudes persistantes et de faiblesse du dollar, l'or n'avait de cesse d'inscrire de nouveaux records, s'offrant en cours

de matinée la barre des 3690 dollars l'once.

À 10h40, le Swiss Market Index (SMI) égarait 0,07% à 12'135,31 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,14% à 2004,82 points et le Swiss Performance Index (SPI) 0,10% à 16'870,44 points. Sur les 31 principales valorisations, 13 reculaient, quatre orbitaient autour de l'équilibre et les quatorze autres progressaient. Le constructeur d'ascenseur Schindler (bon -3,0%) poursuivait en direction de la cave, sur fond de rumeurs d'un gros placement d'actions. La multinationale lucernoise avait toutefois abandonné la lanterne rouge au spécialiste du placement de personnel Adecco (-3,7%).

La défensive Swisscom faisait partie des indécis, après l'abandon d'une enquête complémentaire menée par

la Comco sur un ancien abus de position dominante présumé. L'opérateur de télécommunication étant parvenu à faire casser par le Tribunal fédéral sa condamnation par le gendarme helvétique de la concurrence à l'issue d'une première enquête sur la même thématique, la poursuite des investigations subséquentes n'était plus pertinente.

Les quatre poids lourds Nestlé (+0,1%), Roche (bon +0,1% également), Novartis (-0,3%) et surtout UBS (stable) s'éparpillaient autour de l'équilibre. Le mastodonte de la souris Logitech (+2,93) profitait par contre d'un net relèvement de son objectif de cours par UBS. La palme du moment revenait cependant à VAT Group (+2,5%).

Le géant des médicaments géné-

riques et biosimilaires Sandoz (+0,6%) bénéficiait d'un relèvement de son objectif de cours par JPMorgan.

Sur le marché élargi, Basilea (+2,1%) a décroché une nouvelle subvention aux États-Unis pour le développement d'antifongiques. Le laboratoire Newron (+4,1%) a épuisé le seuil de rentabilité sur les six premiers mois de l'année, à la faveur d'un nouvel accord de licence, des premiers versements d'étape pour un autre et d'une augmentation des commissions sur la vente par son partenaire Zambon du Xadago contre la dyskinésie induite par le traitement contre la maladie de Parkinson.

CANADA

Un déficit record de 11,6 milliards de \$ pour 2025-2026

La ministre des Finances de la Colombie-Britannique, Brenda Bailey, a annoncé un déficit record de 11,6 milliards de dollars pour 2025-2026, lors d'une mise à jour économique du premier trimestre pour cet exercice financier.

Il s'agit d'un déficit en hausse de 665 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de mars dernier, où celui-ci atteignait 10,9 milliards de dollars.

Selon les prévisions du gouvernement, le déficit devrait atteindre 12,6 milliards de dollars en 2026-2027, et redescendre à 12,3 milliards de dollars en 2027-2028.

Bien que l'économie diversifiée de la province montre certains signes de résistance aux vents contraires auxquels nous faisons face, nos résultats financiers ne sont pas à l'abri des effets de l'incertitude ressentie dans l'économie mondiale.

Selon la ministre, les revenus pour

2025-2026 devraient s'élever à 83,3 milliards de dollars, soit 739 millions de dollars de moins que les prévisions du budget 2025. Elle attribue cette baisse à la disparition de la taxe carbone pour les consommateurs, à la diminution des revenus provenant des ressources naturelles telles que le gaz naturel, le cuivre et le charbon, et aux changements apportés au calendrier des transferts fédéraux dans le cadre du programme d'aide financière en cas de catastrophe. La mise à jour comprend également une estimation de la province des fonds qui lui reviennent à la suite d'un règlement pancanadien à l'issue d'une bataille judiciaire opposant les cigarettiers aux provinces et aux territoires. La Co-

lombie-Britannique doit recevoir 3,7 milliards de dollars du règlement global sur une période de 18 ans.

Nous déclarons actuellement 2,7 milliards de dollars de revenus nets afin de tenir compte des frais juridiques et de l'actualisation reflétant la nature à long terme du calendrier de paiement, a précisé la ministre.

Le fait de tenir compte de ces revenus à ce moment, alors que la réception des fonds s'échelonne sur les 18 prochaines années, a particulièrement retenu l'attention des journalistes lors de la période de questions qui a suivi la présentation de la ministre.

JAPON

Les droits de douane de Trump baissent drastiquement

Les voitures japonaises entrant aux États-Unis sont taxées à 15% à compter de ce mardi, contre 27,5% jusqu'alors. En contrepartie de ce taux plus favorable, Tokyo s'est engagé selon la Maison Blanche à réaliser des investissements d'une valeur de 550 milliards de dollars outre-Atlantique ainsi que des massifs achats énergétiques.

La réduction des droits de douane de Donald Trump sur les automobiles japonaises, prévue par l'accord commercial conclu cet été entre les États-Unis et le Japon, est

entrée ce mardi en vigueur au grand soulagement de Tokyo et des constructeurs nippons. Depuis mardi à 04H01 GMT, les automobiles japonaises entrant aux États-Unis sont taxées à 15%, au lieu du taux de 27,5% appliqué depuis le printemps par l'administration Trump dans le cadre de son offensive commerciale tous azimuts.

Tokyo "salue les efforts américains visant à la mise en oeuvre progressive de l'accord nippo-américain du 22 juillet", a déclaré à la presse le porte-parole du gouvernement, Yoshimasa

Hayashi. En dépit de l'abaissement concédé, les droits de douane demeurent cependant à un niveau pesant lourdement sur l'industrie automobile: le géant japonais Toyota a ainsi indiqué à l'AFP espérer une nouvelle baisse.

"Nous espérons que l'environnement pour l'industrie automobile au Japon comme aux États-Unis continuera de s'améliorer, en s'appuyant un commerce ouvert et libre, notamment grâce à de nouvelles réductions des taxes douanières", a indiqué le constructeur dans une déclaration.

Les fédérations japonaises du secteur ont également déclaré souhaiter que Tokyo poursuive les négociations sur les droits de douane. Depuis son retour à la Maison Blanche en janvier, Donald Trump a ciblé des secteurs spécifiques avec des taxes douanières élevées, les importations d'automobiles et de pièces détachées étant ainsi frappées de surtaxes de 25%, s'ajoutant pour les constructeurs nippons à des droits de douane préexistants de 2,5%.

ÉTATS-UNIS

Donald Trump annonce un accord avec la Chine sur tiktok

Le président américain a indiqué qu'il s'entretiendrait prochainement avec Xi Jinping alors que les deux pays négocient à Madrid sur des questions commerciales et technologiques.

Fumée blanche à Madrid, où se tiennent des négociations cruciales entre la Chine et les États-Unis, visant à régler les divergences sur le commerce et la technologie qui ont tendu leurs relations.

"La grande réunion commerciale en Europe entre les États-Unis et la Chine s'est très bien déroulée ! Elle se terminera prochainement", a annoncé Donald Trump, ce lundi 15 septembre, sur son réseau Truth Social.

Donald Trump a ajouté qu'un "accord a également été conclu concernant une entreprise que les jeunes de notre pays souhaitaient vivement sauver", en faisant référence à Tiktok, sans davan-

tage de précisions. L'information a été confirmée par Scott Bessent, le secrétaire au Trésor américain.

Le réseau social chinois est dans le viseur des autorités américaines depuis plusieurs mois, alors que le Congrès américain a voté l'an passé une loi exigeant que Tiktok, aujourd'hui propriété de ByteDance, soit vendu à une entreprise non-chinoise.

Scott Bessent a précisé que la plateforme aurait un propriétaire américain. Plusieurs noms ont été évoqués, comme Larry Ellison (Oracle), Elon Musk (Tesla), la start-up de l'IA Perplexity, ou encore l'homme d'affaires Frank McCourt, propriétaire en France de l'Olympique de Marseille. Washington exigeait que cette vente intervienne avant le 17 septembre, et prévoyait à défaut d'interdire l'application, considérée comme une menace potentielle à la sécurité nationale amé-

ricaine.

Donald Trump a indiqué qu'il "s'entretiendrait avec le président Xi" ce vendredi 19 septembre, un possible préalable avec un sommet d'ici la fin de l'année.

Ces négociations interviennent alors que les tensions commerciales entre Pékin et Washington ont connu des hauts et des bas en 2025, les deux pays se lançant dans l'augmentation répétée de leurs tarifs douaniers respectifs. Au cours de l'année, ces tarifs entre les États-Unis et la Chine ont atteint des niveaux trois fois supérieurs à la normale des deux côtés, perturbant les chaînes d'approvisionnement. Depuis, Washington et Pékin ont conclu un accord visant à désamorcer les tensions, abaissant temporairement les droits de douane à 30% pour les États-Unis et à 10% pour la Chine.

ROYAUME-UNI

Le rythme de croissance salaires ralentit à 4,8% sur trois mois

La progression des salaires des travailleurs britanniques, hors primes, a ralenti à 4,8% sur la période de trois mois se terminant en juillet, comparé à l'année précédente, a annoncé mardi l'Office for National Statistics (ONS).

La majorité des économistes interrogés par Reuters anticipaient une croissance annuelle régulière des salaires de 4,8% pour la période de mai à juillet, contre 5,0% enregistrés lors des trois mois précédents, jusqu'en juin. La Banque d'Angleterre avait abaissé le mois dernier son taux directeur à 4%, contre 4,25% auparavant. Toutefois, la banque centrale devrait maintenir ce taux inchangé cette semaine, alors qu'elle reste préoccupée par la persistance des pressions inflationnistes dans l'économie, notamment sur le marché du travail.

ITALIE

L'inflation en août confirmée à 1,6% sur un an

L'inflation en Italie a légèrement baissé sur un an en août, à 1,6%, a indiqué mardi l'Institut national des statistiques (Istat), en confirmant sa première estimation du 29 août. L'inflation dans la péninsule s'élevait à 1,7% sur un an en juillet, déjà en dessous de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) de 2% d'inflation. Cette baisse est principalement imputable aux prix des produits énergétiques réglementés et non réglementés, des services de communication et des produits alimentaires transformés, y compris l'alcool, précise l'Istat. A contrario, les prix des produits alimentaires non transformés, des services de loisirs et de transport ont progressé. La hausse de l'indice d'inflation -calculé selon les normes harmonisées de l'Union européenne (IPCA)- s'établit à 1,6% en août sur un an, contre 1,7% en juillet. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'inflation en Italie devrait se situer en moyenne autour de 1,7% en 2025, avant de «converger vers l'objectif de la BCE de 2% en 2026», écrivait-il dans une note fin mai.

APRÈS UN ACCIDENT MEURTRIER

Le Danemark investit 24 millions de dollars pour améliorer la sécurité ferroviaire

Le Danemark investira 157 millions de couronnes danoises (24,75 millions de dollars américains) pour améliorer la sécurité dans quatre gares du sud du Jutland, notamment en supprimant ou en réaménageant des passages à niveau dangereux, a annoncé lundi le ministère des Transports. Ces projets concerneront les gares dans lesquelles les voyageurs doivent actuellement traverser les voies à pied pour rejoindre le quai opposé. Cette initiative fait suite à un accident meurtrier survenu le 5 septembre dans le sud du Jutland, au cours duquel un train de voyageurs transportant 95 personnes est entré en collision avec un véhicule agricole à un passage à niveau avant de dérailler.

PIRATAGE

Attention à ce nouvel outil des phishing qui intercepte vos identifiants Microsoft 365 et Google

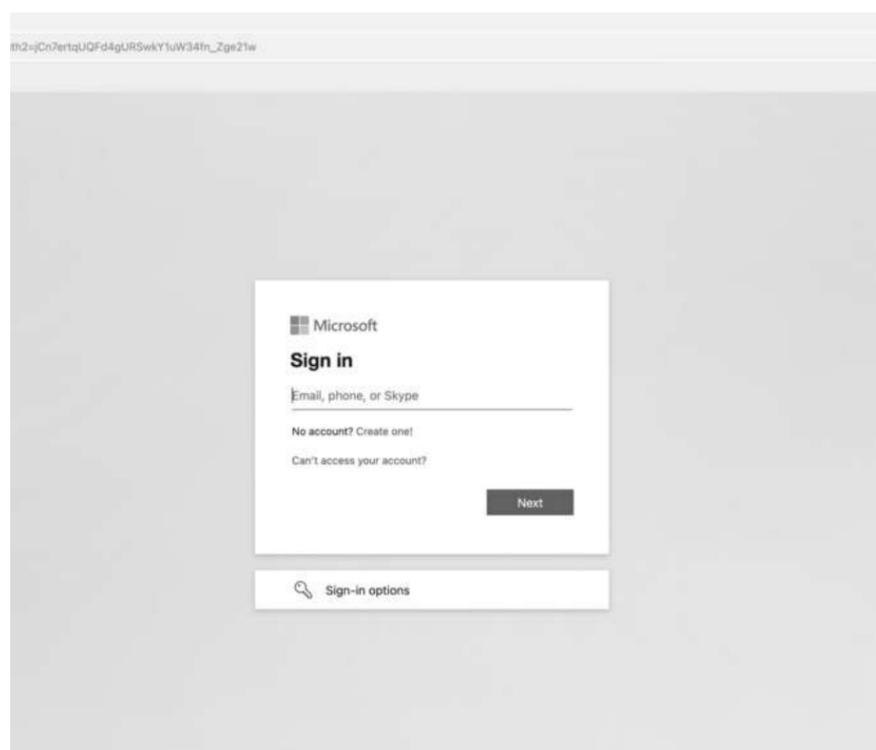
VoidProxy marque l'émergence d'un nouveau service de phishing-as-a-service conçu pour industrialiser la compromission de sessions. Une infrastructure automatisée qui abaisse nettement le seuil d'entrée pour des attaques pourtant très abouties.

Répéré à l'occasion d'une vaste campagne de phishing visant des environnements Microsoft 365 et Google Workspace, VoidProxy s'ajoute à la liste croissante des services de type PhaaS (phishing-as-a-service) pensés pour industrialiser l'interception des données d'authentification. Dans un rapport publié mi-septembre, les équipes de sécurité d'Okta décrivent une infrastructure complète basée sur un reverse proxy AitM (adversary-in-the-middle), qui intercepte le trafic entre la victime et les services légitimes pour en extraire identifiants, codes à usage unique et cookies de session.

Un proxy transparent entre la victime et les serveurs légitimes

D'après les observations d'Okta, les campagnes liées à VoidProxy exploitent des comptes compromis associés à des plateformes d'emailing populaires – Constant Contact, ActiveCampaign, NotifyVisitors –, détournés pour diffuser des messages frauduleux. De manière assez classique, on trouve dans ces mails des liens raccourcis sur lesquels la cible est invitée à cliquer, avant d'être redirigée vers des domaines jetables en .icu, .xyz, .sbs ou .cfd, hébergés derrière Cloudflare. Une configuration qui permet à la fois de masquer l'adresse réelle du serveur et de contourner certains systèmes de réputation ou d'analyse automatisée.

Pour renforcer la crédibilité de l'opération, la page de destination embarque un CAPTCHA Cloudflare standard, censé filtrer les robots et rassurer les internautes, qui sont ensuite réorientés



vers des répliques d'interfaces de connexion à Microsoft 365, Google Workspace, voire, dans le cas des connexions fédérées, vers le portail d'authentification de leur propre organisation, où ils saisissent leurs identifiants comme d'habitude. Sauf que dans l'équation, ce que les victimes n'ont pas vu, c'est que l'interface affichée est en réalité chargée via un proxy intercalé entre leur navigateur et le service ciblé. Le trafic de connexion est capturé à la volée, les requêtes sont relayées vers les vrais services, et les identifiants, les codes MFA et surtout le cookie de session sont interceptés au passage.

Repenser l'authentification face au vol de session

Si l'on dit « surtout », c'est en effet parce que l'intérêt d'un tel dispositif ne tient pas tant à la récupération des identifiants qu'à la capture du cookie de session, qui permet d'ouvrir une session déjà authentifiée sur un autre appareil. En ciblant les sessions actives plutôt que les mots de passe, les opérateurs s'épargnent toute tentative de contournement des mécanismes de vérification, y compris quand l'accès est protégé par un second facteur. C'est d'autant plus efficace

face à des méthodes comme les codes à usage unique ou les notifications push, qui, une fois validées par la victime, n'interviennent plus dans le processus. Ce type de campagne témoigne aussi d'une tendance à la déprofessionnalisation progressive des attaques par proxy. Le rapport d'Okta montre que VoidProxy propose une infrastructure complète avec gestion automatisée des pages de phishing, tableau de bord administrateur, récupération en temps réel ou différée des cookies de session et notifications Telegram intégrées. Bref, un modèle prêt à l'emploi, conçu pour l'échelle, l'automatisation, et surtout, accessible à peu près à n'importe qui. Un double changement de paradigme, donc, qui doit pousser les entreprises à revoir certaines certitudes sur le périmètre d'authentification. L'authentification multifactorielle ne suffit plus à elle seule si elle repose sur des facteurs facilement transférables (notifications, codes à usages uniques reçus par SMS, mail ou applis 2FA), d'où l'importance de miser sur des méthodes réellement résistantes au phishing (passkeys, clés matérielles type FIDO2, etc.). Il est aussi recommandé de conditionner les accès sensibles aux terminaux gérés, protégés par des solutions de sécurité adaptées, de lier les sessions à une adresse IP d'origine, et d'imposer une nouvelle authentification systématique pour chaque action critique. Enfin, automatisez les contrôles renforcés en cas d'activité inhabituelle, surveillez les connexions anormales en continu, et facilitez les signalements côté utilisateur pour pouvoir réagir au plus vite.

Brèves

Proton suspend des comptes de journalistes

Mauvaise publicité pour le service de messagerie suisse qui a pour slogan « un refuge neutre et sûr pour vos données personnelles, engagé à défendre votre liberté ». Selon The Intercept, Proton a récemment désactivé les comptes de messagerie de deux journalistes spécialistes en cybersécurité à la demande d'une agence nationale de sécurité (sans donner d'éléments sur le pays). L'affaire commence par un article rédigé sur un groupe APT qui s'était infiltré dans plusieurs réseaux IT sud-coréens, notamment ceux du ministère des Affaires Étrangères et du commandement du contre-espionnage du ministère de la Défense. Comme c'est le cas dans ce domaine, les deux journalistes ont averti avec leur compte Protonmail les autorités sud-coréennes pour remédier aux failles découvertes. Après la publication de l'article, un des journalistes s'est aperçu que son compte avait été suspendu en raison d'une « violation potentielle de la politique » de Proton. Il a contesté cette décision, mais n'obtenant pas de réponse, il a décidé de rendre public ses échanges. Le message a été viral

et la polémique a enflé. Le CEO et fondateur de Proton Andy Yen est intervenu sur X pour indiquer que les deux comptes avaient été rétablis. Mais il ne donne aucune explication sur les raisons qui ont poussé ses équipes à suspendre les comptes des deux journalistes et surtout de justifier quels abus ils avaient pu commettre. Une position qui inquiète les rédacteurs, « la communauté doit être assurée que Proton ne désactive pas les comptes, sauf si il dispose d'une ordonnance du tribunal ou si le délit (ou la violation des conditions d'utilisation) est manifeste ».

Teams va détecter les liens et fichiers malveillants

La prochaine version de l'outil de collaboration de Microsoft préviendra les utilisateurs de la présence de liens ou de fichiers considérés à risque dans les messages. Les utilisateurs recevront des avertissements non seulement en cas de réception des messages mais aussi de leur envoi. Tous messages contenant des fichiers EXE seront par ailleurs entièrement bloqués, l'intégration avec Defender améliorée et toutes les communications provenant de domaines bloqués

seront également interdites. Le déploiement débutera par une préversion publique fin septembre avant une disponibilité pour tous les clients Teams entreprise d'ici novembre.

Mappy encore dans une impasse

Racheté en 2020 par la RATP, Mappy traverse une zone de turbulences. D'après L'Informé, son chiffre d'affaires a quasiment été divisé par deux entre 2023 et 2024, passant de 10,1 à 5,6 millions d'euros, tandis que les pertes atteignent 3,4 millions. La fin du partenariat avec Solocal, ex-PagesJaunes, a porté un coup sévère à sa visibilité face aux services incontournables que sont Google Maps ou Apple Plans, préinstallés sur tous les smartphones. Malgré 12,8 millions de visiteurs uniques par mois, ses revenus publicitaires et commissions sur réservations ne suffisent pas à couvrir ses coûts. L'entreprise mise désormais sur la vente de titres de transport dématérialisés, un secteur disputé avec Île-de-France Mobilités. La décision prochaine de l'Autorité de régulation des transports sera déterminante pour l'avenir de ce système de navigation.

ALORS QUE LES CONSTRUCTEURS ABANDONNENT
LES UNS APRÈS LES AUTRES CE TYPE DE MOTORISATION

Mercedes annonce poursuivre sa production

Longtemps synonyme de luxe, de raffinement et de hautes performances, les 12 cylindres sont aujourd'hui une espèce en voie de disparition. Entre consommation gargantuesque et émissions de CO₂ élevées, ce type de moteur n'attire plus qu'une niche microscopique de clients. Parmi les marques premium allemandes, Audi et BMW l'ont retiré de leur gamme il y a déjà plusieurs années. Pourtant, Mercedes fait le choix de persévérer.



Rappelez-vous : il fut un temps pas si lointain où la noblesse mécanique était un critère essentiel pour l'achat d'une voiture haut de gamme, en particulier une routière. Les françaises comme les Citroën C6, les Peugeot 607 et autres Renault Vel Satis voyaient leur gamme couronnée d'un moteur V6. Outre-Rhin, c'était la folie des grandeurs : Audi, BMW et Mercedes proposaient chacun des 12 cylindres pour le fleuron de leurs gammes respectives. Même le généraliste Volkswagen a osé un W8 dans la familiale Passat, et même un V10 diesel dans la Phaeton et le Touareg. Ces derniers pouvaient également recevoir le

W12, aussi présent sous le capot de la cousine Audi A8 et de la famille Bentley Continental.

Des V12 en voie de disparition

Aujourd'hui, ces temps sont révolus. L'heure est au downsizing, avec des moteurs à la cylindrée toujours plus réduite, dopés aux turbos pour obtenir des consommations et des émissions plus basses, sous la pression de normes de pollution de plus en plus strictes. Dans le groupe Volkswagen, le W12 a été abandonné, y compris chez Bentley. BMW a fait de même en ne renouvelant pas le

V12 de la M760i sur la génération actuelle de Série 7. Seule sa filiale Rolls-Royce y a encore droit. Pourtant, Mercedes, d'après les propos de son CEO Markus Schäfer au salon de Munich, pourrait bien faire perdurer le V12 au sommet de sa gamme, mais pas sans condition.

Un V12, oui, mais peut-être pas pour tout le monde

Aujourd'hui, le dernier V12 disponible chez Mercedes se trouve sous le capot de la Maybach S680. Il n'est d'ailleurs plus proposé dans une Classe S classique. Avec ses 305 g de CO₂/km et ses 70 000 € de

malus sur notre marché, on comprend aisément pourquoi. Hormis la version AMG avec son V8 biturbo, la Classe S n'est désormais disponible qu'avec des six cylindres micro-hybrides ou hybrides rechargeables. Tout pourrait laisser croire que le V12 de la Maybach est condamné, surtout avec l'entrée en vigueur de la norme Euro 7 prévue pour la fin de l'année prochaine. Pourtant, Markus Schäfer a annoncé que ce type de motorisation allait perdurer. Sur le marché européen, il pourrait survivre grâce à une configuration hybride. Aux États-Unis, en Asie et au Moyen-Orient, des zones encore friandes de ce type de moteur et qui n'imposent pas de politiques aussi dissuasives, le V12 pourrait même se passer de cette assistance.

Mercedes à nouveau défenseur des belles mécaniques

Ce n'est pas la première fois que la marque de Stuttgart s'illustre de la sorte. Bien qu'elle propose désormais de nombreux modèles électrifiés, elle continue de décliner un large éventail de versions hautes performances dotées de motorisations thermiques. L'accueil mitigé réservé à la C63 AMG équipée d'un quatre cylindres hérité de la A45 AMG associé à un moteur électrique pourrait même pousser la marque à revoir sa copie pour la version restylée de cette familiale musclée. Mercedes fait donc le choix de nager à contre-courant. En 2025, à défaut de garantir le succès commercial des modèles concernés, cela pourrait au moins assurer le maintien d'une belle image de marque auprès des passionnés de belles mécaniques.

Quand BYD et Leapmotor s'écharpent pour des histoires de chiffres de ventes

Lors du salon de Munich, le PDG de Stellantis, Antonio Filosa, aurait affirmé que son partenaire chinois Leapmotor aurait déjà doublé en Allemagne des acteurs bien plus grands, tels que BYD. Ce qui n'a pas manqué de faire réagir ce dernier dans un communiqué de presse assez étonnant, dans lequel BYD mentionne également d'autres constructeurs.

Il y a des sorties médiatiques plus remarquées que d'autres. En l'occurrence, celle du nouveau PDG de Stellantis, Antonio Filosa, qui a visiblement fait une entrée fracassante dans le viseur médiatique des équipes de communication de BYD Europe, basées en Italie. Les raisons de l'affrontement par déclarations interposées ? Les chiffres de ventes en Allemagne. Logique, puisque c'est actuellement le centre d'attention de l'automobile en Europe avec le salon IAA de Munich, où se sont donnés rendez-vous la plupart des grands pa-



trons de l'automobile. Et apparemment, Antonio Filosa a fait une petite erreur de calcul qui a vite été rectifiée par les équipes de BYD.

Les chinois encore loin derrière

Vu de l'extérieur, cette petite bataille médiatique ouverte par BYD

a de quoi faire sourire, tant les marques chinoises restent pour l'instant très minoritaires en Europe, notamment chez les électriques. En Allemagne tout particulièrement, le groupe Volkswagen domine outrageusement les ventes de voitures à batterie. Selon les chiffres de l'ADAC, Les

quatre premières places sont occupées par les Volkswagen ID.3, ID.4, Skoda Elroq et Volkswagen ID.7. Aucun modèle chinois ne figure au Top 10 au mois d'août en Allemagne. Pour autant, Stellantis se félicite de voir Leapmotor progresser au point... de doubler BYD en Allemagne ?

BYD progresse fortement

BYD a tenu à corriger les propos d'Antonio Filosa. « En réponse aux propos tenus hier par le Directeur Général de Stellantis, Antonio Filosa, qui a déclaré publiquement que « en Allemagne, Leapmotor a vendu plus que BYD », la société souhaite apporter les précisions suivantes concernant les chiffres de ventes sur le marché allemand de janvier à août 2025 ». Il est vrai que sur les huit premiers mois de l'année, BYD est largement devant avec 8610 immatriculations contre 3536 pour Leapmotor. BYD dépasse son concurrent à

la fois chez les hybrides, mais aussi les électriques. Et la progression de BYD est pour l'instant forte. Attention toutefois à la montée en puissance de Leapmotor qui a un gros avantage avec le réseau de concessionnaires de Stellantis et un catalogue qui grandit vite : B10, C10 et la nouvelle B05. Il est en revanche bon de noter que BYD s'appuie sur les chiffres d'autres constructeurs dans son communiqué pour souligner sa dynamique, quitte à froisser d'autres marques. « Dans un contexte de marché plus large sur la même période, BYD en Allemagne a également : Dépassé Alfa Romeo, qui n'a immatriculé que 5 226 unités (dont seulement 140 BEV et 34 PHEV), et surclassé Jeep, aussi bien dans le segment BEV (où la marque américaine n'a enregistré que 350 unités) que dans le segment PHEV ». Jeep et Alfa Romeo apprécieront.

Mots fléchés

Collectiviste	Combindes	Ferme provençale	Écosser	Chanteur de The Police	Entrelacements de deux extrémités	Sucre simple
Généreux	Fromage corse	Longue période	lons positifs	Beau perroquet	Poisson	
Teignes			Sec			Souverain peu puissant
Attrirance affective			Rôle tenu au théâtre			
			Aéronef sans moteur			Il a sa preuve
			Râpeux			
Offensée				Horreurs	Seigneur en Espagne	
					Il provient des excréments du cachalot	
Patriarche biblique		Trainassa			8, % de la surface totale terrestre	
		Alliage				
Vieille armée	Trousses			Ennemi de Jerry		Entre amis
						Coup de baguettes
		S'écrouler			Succinct	
		Cartes nominatives des prostituées			Politique de la ville	
Construction en verre	Il peut être immobilier			Limite entre l'Europe et l'Asie		Éructées
	Ancienne Allemagne					
			Secrétée par certains mollusques			Erbium
			Commune romaine			Monument en forme d'obélisque
Coquillage comestible	Course de taureaux			Ibid	Travail obligatoire	
	Tarzan s'en servait pour se déplacer				Nickel	
			Remuant			
			Pondérations			Ronge
Fatigui	Son nom indique sa forme			Sans classement		
	Instruites			Une tour qui devait aller jusqu'au ciel		
				Boitier intelligent dans l'automobile (initiales)		Attache
				Périls		Ajouré
Sodium		Méat urinaire	Renforce le oui		Compositeur français (Saint)	
Bêtise						
			Gouffre			Elles sont secrétées par le bombyx
						Méchan-ceté
Prénom féminin	Prénom d'un gentleman cambrioleur				Lentille bâtarde	
	Déesse identifiée à la Terre-Mère				Château de la belle au bois dormant	Jeu de société
			Colle végétale			
					Maître des vents	
Assujetti				Étain		Atome électriquement chargé
Orgueilleux				Aigle		
			Chef éthiopien		Abominable homme des neiges	
Enzyme		Ça suffit				Tonalité

PÉTROLE

le Brent stable à plus de 67 dollars

Pétrole: Les cours du pétrole restaient mardi au dessus de 67 dollars, dans un marché hésitant entre une offre abondante et des inquiétudes liées aux tensions géostratégiques. Vers 10h40, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 0,46% à 67,13 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, cédait 0,41% à 63,04 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 17 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE 46 décès et 1936 blessés en une semaine

Quarante-six (46) personnes sont décédées et 1936 autres ont été blessées dans 1483 accidents de la route survenus durant la période du 07 au 13 septembre en cours, à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El Bayadh, avec 6 morts et 29 blessés dans 12 accidents, précise la même source. Par ailleurs, la Protection civile a recensé, durant la même période, 5 décès par noyade en mer et 3 dans des réserves d'eau. Néanmoins, le dispositif relatif à la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 1236 personnes, la prise en charge de 696 personnes sur les lieux et l'évacuation de 93 autres vers les structures sanitaires locales, poursuit la même source. En outre, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 1667 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Skikda et Jijel. Le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis, quant à lui, l'extinction de 100 incendies à travers plusieurs wilayas du pays. Concernant les opérations diverses, 5328 interventions ont été effectuées, durant la période mentionnée, pour le sauvetage de 425 personnes en situation de danger et l'exécution de 4719 opérations d'assistance, conclut le bilan.

RENTÉE SCOLAIRE 2025/2026 Caravane de solidarité pour distribuer des cartables au profit des enfants des zones reculées

Les Scouts musulmans algériens (SMA) ont lancé, mardi, une caravane nationale de solidarité pour distribuer des cartables aux élèves des régions reculées, à l'occasion de la rentrée scolaire (2025-2026). A cet égard, le Commandant Général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a précisé que cette caravane de solidarité, lancée en partenariat avec l'opérateur de téléphonie mobile "Ooredoo" et placée sous le thème "Un petit cartable porte de grands espoirs", s'inscrit dans le cadre d'une convention conclue entre les deux parties, portant sur la mise en œuvre d'un programme commun dans le domaine de la solidarité, au profit de plusieurs franges de la société. Cette campagne s'inscrit également dans le cadre du "soutien aux efforts de l'Etat dans ce domaine et de la consécration des valeurs de solidarité et de cohésion sociale, outre la réunion des conditions adéquates pour une année scolaire réussie". Cette opération vise, dans un premier temps, à "distribuer 10000 cartables aux élèves des régions reculées et aux enfants des familles à faible revenu, l'objectif global étant de distribuer 50000 cartables". Pour sa part, le Directeur général (DG) de Ooredoo Algérie, M. Roni Tohme, s'est dit "fier d'accompagner les SMA dans ce noble projet, partant du principe que l'éducation est un facteur essentiel pour le développement des sociétés", soulignant "l'attachement de son entreprise aux valeurs de solidarité sociale".

1ÈRE ÉDITION DES ALGERIA COMMUNICATIONS DAYS

Les experts de la communication et du marketing se réunissent les 17 et 18 novembre à Alger

À l'ère des mutations technologiques ayant radicalement transformé le monde de la communication, l'agence PI-Relations organisera, en collaboration avec l'agence tunisienne ICEBERG, la première édition des Algeria Communications Days qui se tiendront les 17 et 18 novembre 2025 à l'hôtel Hayatt Regency sis à Alger. Sous le thème « La communication d'aujourd'hui : s'adapter ou disparaître », cette première édition des Algeria Communications Days, qui réunira plus de 200 participants et 50 exposants, se veut un espace dédié aux professionnels de la communication et du Marketing, à savoir les agences, annonceurs, experts & consultants, medias, universitaires ainsi que l'ensemble des acteurs de la communication. La thématique de cette édition vise notamment à accompagner les professionnels de la communication et du marketing vers l'avenir, fédérer l'écosystème autour d'une intelligence collective tournée vers l'action, l'échange et l'innovation,

établir un constat sur la réalité de la communication en Algérie. Plus d'une vingtaine d'éminents conférenciers prendront part à cette première édition des Algeria Communications Days, avec un riche programme concocté autour des tendances et de la transformation du marché local et international.

Il s'agit, entre autres, de : L'Intelligence Artificielle & la Communication avec des sous thématiques qui aborderont notamment l'IA générative et création de contenu, la personnalisation à grande échelle grâce à l'IA, le ciblage précis, la segmentation intelligente et l'optimisation de campagnes marketing, l'analyse de données et veille automatisée, l'éthique et la réglementation de l'IA en communication.

Ce meeting sera ponctué par des ateliers pratiques et conférences et des panels interactifs et appuyée par des retours d'expériences et des best practices. Ces deux journées constituent une opportu-

nité pour les annonceurs et fournisseurs de solutions (agences & startups) de bénéficier d'un format exclusif pour des échanges personnalisés et ciblés stratégiques et à forte valeur ajoutée. Ces rendez-vous organisés en one-to-one, permettront de rapprocher les décideurs des prestataires et transformer ainsi leurs besoins en opportunités concrètes. Il convient de rappeler que le concept des Communication Days a été initié pour la première fois en Tunisie. Au fil des années, les Tunisia Communication Days se sont imposés comme l'un des rendez-vous incontournables du secteur, réunissant les professionnels de la communication et du marketing autour d'échanges riches et inspirants. L'édition 2025, qui marque la cinquième année de cet événement, a enregistré un nombre record d'inscriptions et mettra en lumière le partage d'expériences entre plus de 20 experts nationaux et internationaux.

TLEMCCEN

Ouverture de nouvelles filières à l'Université «Abou-Bekr Belkaïd»

L'Université "Abou Bekr Belkaïd" de Tlemcen s'est renforcée par plusieurs nouvelles filières au profit de ses étudiants pour l'année universitaire 2025-2026, dont la rentrée est prévue la semaine prochaine, a-t-on appris mardi auprès des responsables de cet établissement d'enseignement supérieur.

Le Vice-recteur chargé de la pédagogie, Bensaïm Bououar, a précisé que ces filières concer-

nent de nouvelles offres de formation, notamment en génie civil (diplôme d'ingénieur), une licence en sciences islamiques dans les spécialités "Charia et droit" et "Coran et Sunna", ainsi qu'un master professionnel en sciences politiques et un autre en droit. M. Benouar a ajouté que ces offres sont destinées aux étudiants de deuxième année licence et master, ainsi qu'aux étudiants de troisième année ingénieur, signalant que

l'université propose par ailleurs 38 parcours de formation pour les nouveaux bacheliers. Il est prévu qu'environ 8.000 nouveaux étudiants rejoignent l'Université de Tlemcen lors de la prochaine rentrée universitaire, qui s'ajoutent aux étudiants orientés vers les 16 filières de l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS), qui sera inaugurée à cette occasion et qui accueillera plus de 870 étudiants. Cette annexe dispose de 996

places pédagogiques, un chiffre appelé à être augmenté, a fait observer le même responsable. Dans ce cadre, et afin d'assurer la réussite de la rentrée universitaire au niveau de cette annexe, plusieurs réunions ont été tenues avec l'ENS d'Oran, en plus de visites effectuées par des délégations ministérielles pour évaluer l'état de préparation de l'université.

ENVIRONNEMENT

La couche d'ozone est en train de se régénérer grâce à la science

La couche d'ozone protectrice de la Terre, est en train de se régénérer grâce à la science, et le trou était plus petit en 2024, que ces dernières années, selon un nouveau rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), publié mardi.

Le Bulletin de l'OMM sur l'ozone a indiqué que le faible niveau d'appauvrissement de la couche d'ozone observé en 2024, était en partie dû à des facteurs atmosphériques naturels qui entraînent des fluctuations annuelles, relevant cependant, que la tendance positive à long terme, "reflète le succès d'une action internationale concertée". Le document a été publié à l'occasion de la Journée mondiale de l'ozone, célébrée le 16 septembre de chaque année, et du 40e anniversaire de la Convention de Vienne, qui a reconnu l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique comme un problème mondial et a fourni le ca-

dre pour mobiliser la coopération internationale dans la recherche sur l'ozone, les observations systématiques et les évaluations scientifiques. Le thème de cette Journée mondiale est "De la science à l'action mondiale", faisant écho au slogan du 75e anniversaire de l'OMM, soit "La science au service de l'action", a déclaré la Secrétaire Générale de l'OMM, Celeste Saulo, rappelant que les recherches scientifiques de l'Organisation sur la couche d'ozone, "remontent à plusieurs décennies", et reposent sur la confiance, la collaboration internationale et l'engagement", en faveur du libre échange de données.

"Il y a quarante ans, les nations se sont réunies pour faire le premier pas vers la protection de la couche d'ozone, guidées par la science et unies dans l'action", a déclaré pour sa part, le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, notant que la Convention de Vienne et son Pro-

toque de Montréal, "ont marqué un tournant dans le succès multilatéral". "Aujourd'hui, la couche d'ozone se régénère.

Cette avancée nous rappelle que lorsque les nations tiennent compte des avertissements de la science, des progrès sont possibles", a-t-il déclaré. A ce jour, le Protocole de Montréal a permis l'élimination progressive de plus de 99 % de la production et de la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone, utilisées dans la réfrigération, la climatisation, les mousses anti-incendie, et même les laques pour cheveux. Par conséquent, la couche d'ozone est en voie de retrouver son niveau des années 1980 d'ici le milieu du siècle, réduisant ainsi considérablement les risques de cancer de la peau, de cataracte et de dommages aux écosystèmes dus à une exposition excessive aux UV, selon l'ONU.